



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file Votre référence

Our file Notre référence

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Canada

LA MISE EN VALEUR DE L'AMAZONIE BRÉSILIENNE

DE L'ESPACE TRADITIONNEL AU NOUVEL ORDRE PLANÉTAIRE

par Nadya Dupuis

**Thèse déposée à
l'école des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention
d'une maîtrise ès arts en sociologie.**

**Directeur
Victor DaRosa**

Université d'Ottawa

août 1994



Nadya Dupuis, Ottawa, Canada, 1994



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file Votre référence

Our file Notre référence

THE AUTHOR HAS GRANTED AN
IRREVOCABLE NON-EXCLUSIVE
LICENCE ALLOWING THE NATIONAL
LIBRARY OF CANADA TO
REPRODUCE, LOAN, DISTRIBUTE OR
SELL COPIES OF HIS/HER THESIS BY
ANY MEANS AND IN ANY FORM OR
FORMAT, MAKING THIS THESIS
AVAILABLE TO INTERESTED
PERSONS.

L'AUTEUR A ACCORDE UNE LICENCE
IRREVOCABLE ET NON EXCLUSIVE
PERMETTANT A LA BIBLIOTHEQUE
NATIONALE DU CANADA DE
REPRODUIRE, PRETER, DISTRIBUER
OU VENDRE DES COPIES DE SA
THESE DE QUELQUE MANIERE ET
SOUS QUELQUE FORME QUE CE SOIT
POUR METTRE DES EXEMPLAIRES DE
CETTE THESE A LA DISPOSITION DES
PERSONNE INTERESSEES.

THE AUTHOR RETAINS OWNERSHIP
OF THE COPYRIGHT IN HIS/HER
THESIS. NEITHER THE THESIS NOR
SUBSTANTIAL EXTRACTS FROM IT
MAY BE PRINTED OR OTHERWISE
REPRODUCED WITHOUT HIS/HER
PERMISSION.

L'AUTEUR CONSERVE LA PROPRIETE
DU DROIT D'AUTEUR QUI PROTEGE
SA THESE. NI LA THESE NI DES
EXTRAITS SUBSTANTIELS DE CELLE-
CI NE DOIVENT ETRE IMPRIMES OU
AUTREMENT REPRODUITS SANS SON
AUTORISATION.

ISBN 0-612-00528-3

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

*Cette thèse est dédiée avec respect,
aux populations autochtones de l'Amazonie
qui sont solidaires et combattent côte à côte
pour que leurs revendications soient entendues.*

*Puissent-elles toujours enlacer cet
équilibre qui les unit à la nature, à
l'Univers et au Créateur.*

Remerciements

*Je tiens à exprimer ma plus profonde
gratitude à :*

Victor DaRosa,

*qui, par son concours, son savoir et sa
disponibilité, a su aiguïser mon intérêt sur
les problèmes de développement dans les
pays du Tiers-Monde, tout en guidant mon
cheminement académique;*

messieurs DeAndrade et DaCosta,

*qui ont contribué, grâce à leurs visions et
leurs critiques constructives, à consolider
mes connaissances;*

mes parents et proches amis,

*qui dans les moments difficiles, m'ont apporté
support et encouragements.*

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Introduction	
 Chapitre 1 Cadre théorique	 7
1.1 Émergence de la théorie de la dépendance	9
1.2 De la théorie à l'expérience brésilienne	25
 Chapitre 2 L'intégration de l'Amazonie dans le système capitaliste	 32
2.1 Le «Miracle» brésilien	37
2.2 Calha Norte	49
2.3 Polonoroeste	52
2.4 Le Grand Carrajás	57
 Chapitre 3 Le renversement de l'ordre traditionnel	 69
3.1 Espace traditionnel	73
3.2 Mécanismes d'intégration	83
3.3 Peuple en sursis	90
 Conclusion	 98
 Bibliographie	 104

Annexe 1.	Carte géographique du Brésil	112
Annexe 2.	Carte géographique de l'Amazonie	113
Annexe 3.	Programme Polonoroeste	114
Annexe 4.	Programme Grand Carajás (général)	115
Annexe 5.	Programme Grand Carajás (spécifique)	116
Annexe 6.	Peuples autochtones affectés par projets	117

LISTE DES FIGURES

	Page
Figure 1	29
Des entreprises dominent le marché	
Figure 2	32
Les forêts tropicales régénèrent l'atmosphère	

LISTE DES TABLEAUX

	Page
Tableau 1 Déforestation par région de l'Amazonie	33
Tableau 2 Production agricole	41
Tableau 3 Taux de croissance par secteurs industriels	42
Tableau 4 Résumé des investissements dans le programme Grand Carajás	60
Tableau 5 Les investissements dans Grand Carajás	61

INTRODUCTION

En cette fin de décennie, les sociétés se retrouvent devant des défis et des enjeux dont l'ampleur se joue sur des dimensions planétaires. Des changements rapides et complexes se produisent et bien que le vent de la démocratie souffle, il n'en demeure pas moins qu'après l'échec de plusieurs politiques de développement, plusieurs pays se retrouvent devant une sombre réalité.

Pourtant, alors que la communauté internationale s'inquiète, avec fondement du problème de développement à l'échelle mondiale, l'Amazonie brésilienne se trouve le théâtre d'une prise de force, où se dessinent des enjeux économiques et stratégiques entre différents intérêts nationaux et internationaux.

Nul ne peut nier que le Brésil se trouve en plein développement. Mais quel sera le prix à payer dans un pays où les inégalités sociales dépassent la simple compréhension? La confrontation entre ce que MacDonald (1991) appelle: "Brazil's own First and Third World", retient l'attention internationale depuis quelques années.

Cependant, encouragés par la politique de développement du gouvernement brésilien et appuyés par les programmes d'aide des gouvernements étrangers et par diverses institutions financières, les grands projets de développement surgissent, affectant sur leur passage, les multiples communautés indigènes de la forêt amazonienne. En parlant des grands projets, Roque Atila affirme:

That kind of development is drying out our natural resources, threatening to kill Indian cultures, disrupting rural communities, destroying the Amazon forest and worsening our dependence on developed countries. (Brunelli 1990:78)

Les populations indigènes du Brésil se “battent” pour leurs terres, leur culture et leur survie depuis pratiquement cinq cents ans, depuis l’arrivée des premiers Portugais. Depuis la colonisation, elles ont subi plusieurs violations de leurs droits et combinés aux ravages des épidémies, ces abus ont décimé et même parfois éliminé certaines sociétés.

Aujourd’hui plus que jamais les politiques de développement du gouvernement brésilien menacent la survie des dernières sociétés indigènes. Le modèle de développement adopté est injuste socialement et tout à fait destructeur. Pourtant cette réflexion ne peut se limiter qu’à l’énnonciation du processus. On doit examiner profondément son évolution. **Le développement pour qui? par qui? et comment?** sont les questions auxquelles on se doit de répondre.

Par le fait même, le gouvernement brésilien, les firmes transnationales et les institutions internationales de financement du développement affirment que c’est au nom de la mise en valeur économique et énergétique de l’Amazonie, que sont entrepris les grands projets. Nous considérons cependant que cette intégration et cette mise en valeur se font surtout en vue de l’expansion du système capitaliste et nous assistons présentement à la production de ce que nous pouvons considérer comme un espace brésilien renouvelé.

Nous présumons que pour établir ce nouvel espace, il faut détruire celui qui le précède. Cette transformation implique une rupture avec les formes traditionnelles d'occupation et d'utilisation de l'espace. Au Brésil, la poussée pour le développement de l'Amazonie semble suivre cette logique. Elle déracine les Autochtones qui sont considérés, on doit l'avouer, comme obstacle à la croissance économique de la région.

Nous employons le terme **déracinement** au sens littéral, car en fait, la culture traditionnelle des Autochtones est foncièrement liée à l'environnement amazonien, et fréquemment des populations entières sont relocalisées, ce qui résulte en une destruction des réseaux d'échanges. Leur territoire devient la propriété d'autrui, leurs modes de vie, leur culture et leur imaginaire sont constamment altérés.

Divers processus sont utilisés pour éliminer la force de résistance qu'opposent les Autochtones à la mise en marche de grands projets de développement, violence y compris. En 1988, plusieurs Indiens de différentes communautés ont été assassinés pour avoir protégé leurs terres et leurs modes de vie (Haviland 1990).

Dans la même année, deux jeunes Kayapos ont été accusés, après avoir rencontré des membre du Congrès Américain et des émissaires de la Banque Mondiale pour plaider la cause de leur villages qui devaient être inondés par la construction d'une série de barrages, d'avoir enfreint la loi spéciale qui régit, depuis 1980, la présence et l'action des étrangers au Brésil (Brunelli 1990).

A force de subir l'offensive généralisée du gouvernement et des firmes multinationales, qui en utilisant des mécanismes économiques, politiques et culturels tentent de briser la résistance autochtones, l'ordre traditionnel fait face à des obstacles quasi insurmontables et risque d'éclater et de disparaître à jamais.

En prenant pleinement conscience que les fondements de la vie traditionnelle des communautés autochtones sont présentement ébranlés par les grands projets, il est crucial d'essayer de considérer et de comprendre les conséquences culturelles et sociales qu'apportent ces modifications.

Leurs modes de vie individuels et collectifs doivent maintenant prendre compte de la complexité du nouveau milieu créé. Les populations autochtones du Brésil doivent tenter maintenant d'établir le cadre dans lequel elles pourront discuter de l'impact des grands projets pour entrevoir des stratégies politiques et sociales qui leur permettront de lutter contre la violence et l'envahissement.

Dans cette ligne de pensée, notre questionnement repose sur les multiples intérêts qui entrent en jeu avec l'implantation des grands projets de développement, en parlant tout particulièrement de leurs impacts sur les communautés autochtones. Il s'énonce comme suit:

La mise en valeur de l'Amazonie doit-elle inévitablement reposer sur une redéfinition de l'espace amazonien pour répondre aux exigences d'expansion du système capitaliste?

Nous partons du constat que le système capitaliste doit naturellement s'étendre pour se reproduire, quels qu'en soient les effets néfastes - on parle de déplacement de populations, de la créations de nouveaux besoins et de la perte de systèmes de valeurs - (Brunelli 1990). De là nous émettons l'hypothèse selon laquelle, **l'ordre traditionnel autochtone fait obstacle au potentiel de croissance économique de l'Amazonie, donc son renversement est essentiel dans l'optique d'une expansion du système capitaliste, d'où l'importance d'une redéfinition de l'espace amazonien.**

Notre réflexion s'encadre donc autour de trois chapitres qui permettent d'entrevoir pleinement les questions complexes qui relèvent de l'expérience brésilienne. Elle permet d'examiner et d'expliquer la complexité des différentes structures que l'on retrouve dans le renversement de l'ordre traditionnel.

Nous nous proposons dans le premier chapitre d'approfondir les cadres théorique et conceptuel de l'analyse en déterminant leur pertinence dans le contexte brésilien. Ainsi nous expliquerons les raisons qui nous ont poussés vers l'approche théorique de la dépendance.

Nous croyons qu'il est nécessaire, voir même essentiel, de faire un survol des différents grands projets, qui depuis 1960, ont été implantés sur le sol brésilien et plus particulièrement en Amazonie. C'est dans cette optique que le deuxième chapitre nous fera connaître les projets qui ont joué un rôle majeur dans le changement de l'espace amazonien. Ce chapitre nous servira en quelque sorte d'agent de liaison tout au long de l'analyse.

Le coeur de notre étude sera dressé dans le troisième chapitre. Il se base effectivement sur la dualité entre l'ordre traditionnel autochtone et la redéfinition de l'espace amazonien. Il est axé sur les agents, les causes, les conséquences mais surtout sur les résultats finals des changements introduits par l'intégration de l'Amazonie dans le système capitaliste mondial.

Loin d'être une analyse qui apporte de nouvelles contributions théoriques pour résoudre la problématique autochtone au Brésil, ce travail veut surtout porter une réflexion et nous mettre à l'affût des ramifications sociales, économiques et éthiques du débat florissant qu'introduit la question autochtone.

CHAPITRE 1

CADRE THEORIQUE

Insérer la problématique autochtone dans un cadre théorique spécifique n'est pas chose évidente. Les théories sur la problématique autochtone affluent de plus en plus. Cependant on retrouve certaines lacunes tant qu'aux fondements théoriques qui s'appliquent à l'approche de l'espace traditionnel. En fait, la question autochtone bien qu'elle ne date pas d'hier, commence à prendre toute la place qui lui revient.

Il est évident que certaines analyses ont percé les paramètres théoriques. Cependant dans le contexte de notre réflexion, elles ne nous permettent pas vraiment de cerner les prémisses sur lesquelles se fonde notre recherche. Bien qu'il soit évident que les sociétés traditionnelles ont connu de graves changements au cours des dernières décennies, il nous faut surtout prendre le temps de réfléchir au sens et aux répercussions de ces transformations.

C'est pourquoi dans le présent chapitre nous tentons de suivre la ligne directrice de l'analyse de Bertha Becker (Brunelli 1990), selon laquelle, l'assujettissement de l'Amazonie s'insère dans la mise en place d'un nouvel espace planétaire. Ainsi, l'axe théorique s'oriente de façon générale sur l'expansion du système capitaliste, plus précisément sur la dualité qui l'oppose à l'existence d'un ordre traditionnel.

La réflexion que nous voulons porter sur la dimension du développement du Brésil, et plus particulièrement de l'Amazonie, tient compte des différents mécanismes internes ainsi

qu'externes de domination et de dépendance économique et politique. C'est à ce point que l'universalité de la théorie de la dépendance semble permettre de cerner les paramètres qui encadrent le cas brésilien.

Les tenants de la théorie de la dépendance analysent l'exploitation et la domination du Tiers-Monde en regardant l'interdépendance des facteurs et des structures politiques, économiques et sociales qui proviennent de l'intérieur et de l'extérieur du pays concerné.

On ne peut aucunement contester que la domination qu'exercent les pays du Nord sur les pays du Sud soit une réalité historique. Il est vrai que le Nord répand une idéologie de développement et d'industrialisation qui sert des intérêts bien déterminés. Cependant, la théorie de la dépendance permet, pour les intérêts de cette recherche, de pousser un peu plus loin l'analyse.

Non seulement elle insère des paramètres qui peuvent s'appliquer dans la globalité des relations entre les pays du Tiers-Monde et les pays dits "développés", mais elle examine également les mécanismes de domination à l'intérieur d'un pays et de ces régions.

De ce fait, notre analyse porte une attention toute particulière sur le schéma Centre/Périphérie qui se retrouve à l'intérieur même des frontières nationales du Brésil. Tandis que le Centre est constitué au sens large, d'Etats ou de Nations qui contrôlent leurs rapports de production et maîtrisent leur accumulation de capital, la Périphérie se définit comme une région qui dans un système capitaliste mondial ne maîtrise pas localement le processus de l'accumulation qui se façonne principalement par des contraintes extérieures (Amin 1985).

Ce schéma énonce que l'élite nationale du pays devient un centre économique et politique qui marginalise les masses paysannes et urbaines (Verhelst 1987). Ce qui revient à dire que les mécanismes de domination et de dépendance qu'exerce le Centre sur la Périphérie se reproduisent à l'intérieur du Brésil, où les régions qui détiennent le pouvoir économique et politique, dominent les régions les plus démunies.

Ainsi donc, pour les fins de notre recherche, la théorie de la dépendance est utilisée pour essayer de déterminer si les Autochtones de l'Amazonie brésilienne peuvent être considérés comme la "Périphérie" par rapport aux couches privilégiées qui se sont formées avec l'intégration de l'industrialisation et du capitalisme au Brésil.

Ce chapitre se divise en deux sections distinctes. Il est tout à fait nécessaire de débiter en expliquant le contexte de l'émergence de la théorie de la dépendance tout en la reliant aux différentes théories de développement qui tentent d'expliquer elles aussi les symptômes du sous-développement. Bien que les clivages entre certaines des théories soient très importants, il nous semble indiqué de faire un survol de certaines de ces théories. Nous parlerons par la suite des différentes formes de dépendances telles qu'économique, technologique, commerciale et sociale, tout en y incluant le rôle important des firmes multinationales. Par la suite, nous discuterons de l'application de la théorie dans le contexte brésilien.

1.1 Emergence de la théorie de la dépendance

Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale que la sociologie a commencé à privilégier l'étude du sous-développement. La situation précaire de certains pays et

l'existence de profondes inégalités à l'échelle mondiale, ont conditionné une prise de conscience par rapport à la situation du sous-développement dans le monde. Comme l'expliquent Jacquemot et Raffinot, la décennie 1950 à 1960, a marqué l'élaboration de nouveaux courants théoriques.

Avec la vague de mouvements d'indépendance, après la Seconde Guerre mondiale, prend naissance ce qu'il est connu d'appeler la théorie du sous-développement/développement. (Jacquemot et Raffinot 1985:14)

Avant de poursuivre la discussion sur les théories du développement, il est nécessaire de définir convenablement les concepts qui marquent la dualité entre les pays du Tiers-Monde et les pays industrialisés. Selon Bromley et Bromley (1988), les notions du **développement** et de **sous-développement** sont les plus utilisées pour décrire la distribution de la richesse et de la pauvreté dans le monde.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI 1991) définit le développement comme un processus évolutif par lequel les sociétés se transforment de manière à pouvoir satisfaire pour une période prolongée, aux besoins de leur population, en s'appuyant principalement sur leur propres ressources et valeurs.

Pris au sens large, développer signifie donc une amélioration de la qualité de vie. La définition d'autrefois disant que le sous-développement est tout simplement caractérisé par la non-exploitation optimale des ressources économiques et humaines disponibles ne peut servir de distinction valable. Comme l'explique la Commission française Justice et Paix

(1990), il faut analyser le sous-développement en termes de conséquences destructrices des sociétés traditionnelles. En fait, le sous-développement n'est pas le point de départ, mais le reflet de la désarticulation politique, économique, sociale et idéologique engendrée par l'intrusion du modèle capitaliste occidental.

On peut d'ailleurs en se référant à Strahm (1986), entrevoir le sous-développement comme étant avant tout une rupture interne dans le Tiers-Monde, rupture qui se manifeste aussi bien entre les divers pays en développement qu'à l'intérieur même du pays. On entend ici la rupture entre les classes sociales mais aussi la rupture entre les centres et les régions périphériques. Cette vision du développement s'insère très bien à l'intérieur de notre analyse, elle permet d'anticiper l'idée d'un sous-développement dans les frontières nationales du Brésil. La désintégration des structures sociales et la marginalisation des peuples indigènes de l'Amazonie pourraient être considérées comme un signe de sous-développement à l'intérieur d'un pays en pleine expansion.

De ce fait, le développement doit donc s'opérer dans un processus précis d'organisation sociale. La Commission Sud (1990) voit le développement comme un processus qui libère les populations de la peur du besoin et de l'exploitation et qui fait reculer l'oppression politique, économique et sociale. Plus encore, le développement doit nécessairement se fonder sur le potentiel du pays en question. Donc pour que l'aide extérieure bénéficie à une société, elle doit s'intégrer naturellement à l'effort national et non pas tenter de subordonner le pays à ses propres conditions.

Notamment il faut comprendre que le développement du Brésil doit bénéficier d'abord à la population du pays, il doit se réaliser à travers le potentiel brésilien et surtout par des réformes brésiliennes. Ces réformes devraient mettre en place des infrastructures politiques, économiques, sociales, administratives et juridiques appropriées afin d'accentuer la participation et l'égalité de tous les Brésiliens au pouvoir politique et économique. Le développement doit d'abord et avant tout se réaliser par une plus grande égalité des chances tout en passant par une plus grande liberté individuelle et par le respect des droits de l'Homme.

Malheureusement, plus souvent qu'autrement, l'idée du développement est comprise par rapport à l'évolution, à la modernisation d'un pays. Il faudrait toutefois comprendre que de reléguer le concept de développement à un simple état de modernisation n'a permis que d'étiquetter les pays sous-développés. Selon Bromley et Bromley (1988:14):

The idea of development as modernization produces a corresponding idea of underdevelopment as backwardness or traditionalism [...]. It implies that the more developed countries are superior to the less developed.

Cette idée du développement considère que les institutions sociales des sociétés traditionnelles sont une pierre d'achoppement, un obstacle sur le sentier de la croissance économique (Schultz et Lavenda 1990). Nous verrons dans notre analyse que les sociétés autochtones du Brésil sont vues comme imposant une résistance au développement économique de l'Amazonie et donc du Brésil. Pour avancer économiquement le pays doit logiquement briser ou éliminer la mentalité, les attitudes et les structures sociales autochtones.

Bien que la notion ne revient que dans les chapitres suivants, nous croyons essentiel de déterminer dès maintenant le concept central de notre analyse. Qu'entendons-nous par population autochtone? On se réfère souvent à différentes notions pour définir les sociétés traditionnelles. On parle soit d'Aborigènes, d'Indiens, d'Amérindiens, de populations indigènes et autochtones, ou du concept de **Fourth World**.

Pour les prémisses de notre réflexion, nous utiliserons les notions d'Autochtones et d'Indigènes, parce qu'il semble selon Burger (1987) que la désignation de ces termes soit la plus acceptée par les sociétés mêmes, mais aussi parce qu'elle a été adoptée par les Nations Unies et par diverses organisations internationales. Pourtant, comme l'explique Burger (1987), il faut cependant reconnaître que la notion d'Indigène peut porter à confusion. Pris au sens littéral, la majorité des gens ne sont-ils pas indigène à même le sol qu'ils habitent?

Comme nous l'avons mentionné, certains auteurs vont occasionnellement utiliser le concept de "Fourth World". "[...] Fourth World has occasionally been used by indigenous people but has been adopted by writers to connote the expanding communities of lumpen proletariat living in slums around cities of Third World Countries." (Burger 1987:6)

Les Nations Unies formulent leur définition des populations indigènes en disant:

Indigenous populations are composed of the existing descendants or the peoples who inhabited the present territory of a country wholly or partially at the time when persons of a different culture or ethnic origin arrived there from other parts of the world overcame them and, by conquest, settlement or other means, reduced them to a non-dominant or colonial situation; who today live more in conformity with their particular social, economic and cultural customs and traditions than with the

institutions of the country of which they now form a part, under a State structure which incorporates mainly the national, social and cultural characteristics or other segments of the populations which are predominant. (Wilmer 1993:216)

Quant à elle, la Banque Mondiale identifie les populations autochtones selon des facteurs socio-économiques qui relèvent d'idéologies évolutionnistes et paternalistes. "[...] indigenous people are often geographically isolated, unacculturated, non-literate, often non-monetized and possess an economic base dependent upon a specific environment." (Burger 1987:7)

Du point de vue théorique il faut retenir que les sociétés autochtones se retrouvent à l'opposé du système capitaliste. En fait, nous voulons démontrer que, dû à un système et une culture socio-économique et politico-juridique qui leurs sont propres et qui s'opposent radicalement au système capitaliste et à la culture moderne de l'Occident, les populations indigènes sont vues, aux yeux des développeurs, comme faisant obstacle au développement économique. Nous croyons que menacés culturellement par l'idéologie et les multiples mécanismes d'aliénation du capitalisme, l'ordre traditionnel autochtone se voit morcelé au profit de divers groupes sociaux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

Dans cette ligne de pensée, Bromley et Bromley expliquent que: "Underdevelopment is seen as extreme poverty and the almost total absence of growth. The poorest countries are therefore the most underdeveloped, and within individual countries the poorest regions are the most underdeveloped" (Bromley et Bromley 1988:13). Cette dernière notion devient très importante dans la mesure où elle permet de faire le lien et de démontrer que l'intégration du

capitalisme au Brésil a amené la formation de couches privilégiées qui se sont accaparées du pouvoir de décision, comparativement aux autochtones qui peuvent être considérés comme sous-développés à même la société brésilienne.

Pour revenir aux fondements théoriques qui nous préoccupent, avant la période de l'après-guerre, l'étude du développement était habituellement restreinte à une perspective évolutionniste, où le sous-développement était considéré sous l'angle d'un retard qui pouvait être comblé par certaines politiques de rattrapage. Pour les tenants de ce courant évolutionniste, l'idée de développement se liait automatiquement à celle du progrès et de la modernisation.

Comme l'explique Hoogvelt (1982:108): "All human societies were assumed to follow a singular particular course between the two ideal polar type: from a simple 'primitive' to a complex 'modern' society."

Pour ne mentionner qu'un des penseurs qui ont suivi l'idée évolutionniste, W.W. Rostow a élaboré cinq stades de développement à travers lesquels toutes les sociétés, sans exception, devaient passer. On remarque aisément que les néo-évolutionnistes entrevoyaient l'évolution de la vie sociale d'une forme simple à une forme plus complexe. Rhodes explique en affirmant:

Adherants of the evolutionary perspective picture a transition in terms of the stages through which all societies evolve (with perhaps minor variations). Consequently, it is taken as axiomatic that contact between 'traditional' and modern societies will lead to the development of the former. (Rhodes 1970:1)

On constate aisément que la ligne est mince entre la théorie évolutionniste et celle de la modernisation de Rostow. Cependant cette dernière entrevoyait qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le développement économique des pays sous-développés permettrait de commencer la reconstruction des pays industrialisés ravagés par la guerre. Hoogvelt éclairci:

In order to participate in world economic relations either as efficient producers and exporters of crops and material, or as consumers of Western industrial product and technology, or both, the underdeveloped countries now needed to travel speedily from the Stone Age to the Twentieth century. They needed to modernize. (Hoogvelt 1970:116)

Il revient à dire que pour se développer et participer au marché mondial, les structures sociales traditionnelles des pays sous-développés devaient changer et se transformer en structures sociales modernes. Cette vision du développement ne prend pas compte que les pays ne sont pas tous partis sur un même pied d'égalité. En elle-même, elle devient a-historique. Les néo-évolutionnistes n'introduisent aucunement la notion de colonialisme et de ses conséquences désastreuses sur les pays qui ont connu la domination coloniale. Ils ne font que déduire que les formes traditionnelles font obstacle au développement des pays du Tiers-Monde.

Le courant radical, dans lequel se retrouve la théorie de la dépendance, s'est constitué autour d'une vive réaction critique par rapport à l'idéologie libérale évolutionniste. Il a émergé de l'expérience de développement de l'Amérique Latine. Dans les années cinquante les pays sous-développés avait dû faire face à la tâche urgente du développement social et des transformations institutionnelles. Les plans du développement basés sur la modernisation ayant pratiquement tous échoués, il fallait rapidement générer de nouvelles théories.

Notamment, le courant radical conçoit que le sous-développement n'est pas qu'un simple retard, il est en fait comme l'expliquent Jacquemot et Raffinot (1985:15): "... le produit historique de l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale, le produit de la domination du Centre sur la Périphérie".

Les tenants de la théorie de la dépendance considèrent que les programmes de modernisation n'ont fait qu'approfondir la domination et la dépendance économique et technologique, faisant des pays du Sud des pays encore plus sous-développés.

Bien que la notion de dépendance implique de manière évidente l'idée de subordination, les théoriciens de la dépendance introduisent une relation sociologique qui se comprend plus concrètement d'après l'explication de Kofi Buenor Hadjar:

The term dependency was used as a conscious counterpoint to independence, the lack of real independence in terms of economic and political power that placed the Third World countries in a dependence relationship to the World economy. Dependency as a form of social subjugation meant that though Third World governments could make policy choices, these choices would be constrained by the overriding interest of foreign powers. (Hadjar 1992:95)

Du même fait, l'idée centrale qui gouverne la théorie de la dépendance se base sur la globalité des inégalités sociales. Selon Uchendu (1980:7): "Dependency theory asserts that a country's position in an international system of dependant or unequal exchange and political control conditions its development strategies and achievements."

Les tenants de la théorie de la dépendance croient en fait que certains facteurs externes et internes peuvent influencer le sous-développement d'un pays. Selon cette approche, il existe un lien étroit, une relation causale entre le développement d'un pays et le sous-développement d'un autre. Il faut cependant clarifier qu'à même chaque courant peut apparaître des conflits d'interprétation. La théorie de la dépendance n'échappe pas à cette règle.

La complexité de la théorie de la dépendance amène certains auteurs à parler de paradigme et non pas d'une simple théorie. Hoogvelt (1982:165) explique en disant: "...theory is probably not an apt description of the type of work carried out under the name. What surfaced was more of a 'perspective', a 'paradigm', or a 'school' of thinking which brought a wide variety of Marxist and non-Marxist radicals together under one banner."

En fait, comme nous le mentionnions précédemment, à même la théorie les interprétations diffèrent. Certains croient que seuls les facteurs internes peuvent expliquer une situation de sous-développement, tandis que d'autres se basent seulement sur les facteurs externes où sur une interdépendance des facteurs internes et externes. Notons cependant que tous considèrent que le sous-développement est en fait: "le produit historique du développement d'un nombre restreint d'économies aujourd'hui dominantes." (Jacquemot et Raffinot 1985:14)

Il faut cependant souligner que l'introduction à la problématique contemporaine du sous-développement, du côté des fervants de la théorie de la dépendance, prend ses assises au début du XXe siècle avec la théorie de l'Impérialisme (J.A. Hobson, N. Boukharine, Lénine, Luxembourg), (Jacquemot et Raffinot 1985:14).

Bien qu'il règne une certaine confusion épistémologique sur la question du sous-développement et du développement, une chose est certaine, contrairement aux néo-évolutionnistes qui voyaient en ces deux concepts aucun lien direct, la théorie de la dépendance considère que le développement et le sous-développement sont les résultantes d'un processus qui lie structurellement les deux pôles dans une totalité mondiale (Jacquemot et Raffinot 1985:37).

La **CEPAL** (Commission Economique pour l'Amérique Latine) fût une des premières à regarder la hiérarchisation des relations économiques internationales entre le Centre et la Périphérie. Elle tentait d'expliquer les mécanismes du sous-développement des pays latino-américains en se référant à l'extrême disparité qui régnait entre le développement économique des métropoles industrielles et celui des pays en voie de développement. Il fallait en retenir que les sociétés latino-américaines se retrouvaient continuellement soumises aux diverses conditions déployées par le Nord. Ce qui revient à dire que le Centre garde toujours un contrôle direct sur la situation. Non seulement il peut jouer avec les termes de l'échange, mais il demeure toujours moins ébranlé dans les temps de crises que les pays de la périphérie.

Comme l'explique Antonio Carlos Peixoto (1977:617): "la situation de dépendance se présente dès le départ comme une situation globale qui recouvre tous les niveaux de la structure sociale. En fait, cette totalité s'exprime par des relations qui se sont développées entre des structures internes et la domination externe."

Il devient donc essentiel de déduire que la dépendance en tant que mécanisme englobant une totalité structurelle se veut obligatoirement extérieure et intérieure. Il ne

pourrait y avoir de dépendance extérieure sans que certains mécanismes la reproduisent à l'intérieur du pays.

Les tenants de la théorie de la dépendance considèrent donc que le sous-développement est en fait la conséquence directe de l'impérialisme d'aujourd'hui. Notamment, ils nous font remarquer que l'expansion de l'économie mondiale et la dynamique du capitalisme sont directement liées. L'extension du commerce et l'ouverture de nouveaux marchés ne peuvent que stimuler l'industrialisation des pays sous-développés.

On peut dire que l'expansion du capitalisme nuit fondamentalement à la croissance des pays sous-développés. C'est sous cet angle qu'André Gunder Frank base son analyse du sous-développement. Selon Hoogvelt (1982:165)

The original version of dependency and underdevelopment theory as outline by first Paul Baran and next more popularly and grandly by Andre Gunder Frank concentrated on locating the cause of backwardness of Third World countries, more especially of Latin America, within the dynamic growth of the world capitalism system.

En fait, on prend ici pour point de départ l'expansion du système et ses effets sur les pays périphériques, en parlant des multiples mécanismes d'exploitation qu'utilise le Centre pour dominer la Périphérie. Pour n'en citer que quelques uns, mentionnons la manipulation des prix à l'intérieur des entreprises multinationales, la variation des termes de l'échange, les fuites de capitaux et les spéculations sur les matières premières (Zantman 1990). Gunder Frank cadre son analyse essentiellement sur la dépendance extérieure et porte une attention

toute particulière à la mondialisation des marchés et au poids de plus en plus important des multinationales.

Selon Gunder Frank, afin de comprendre le sous-développement dans une société dépendante, il faut admettre qu'il soit historiquement le produit d'une politique qui correspond à certains intérêts et qui trouve son soutien dans une certaine structure de classe. Il explique très bien sa logique dans l'énoncé suivant:

The expansion of the capitalist system over the past centuries effectively and entirely penetrated even the apparently most isolated sectors of the underdeveloped world. Therefore, the economic, political, social and cultural institutions and relations we now observe there, are the product of the historical development of the capitalist system. (Rhodes 1970:6).

En fait, il suggère que la pénétration du capitalisme a amené les économies des pays sous-développés à être dépendantes de celles des nations développées. La relation qui s'établit entre les deux se veut totalement exploiteuse. En fait la dynamique de la dépendance se fait par le produit exclusif des mécanismes qui proviennent du Centre.

En parlant de sous-développement à l'intérieur même des régions de certains pays, Gunder Frank conçoit que le Brésil est en soi le meilleur exemple à observer:

The history of Brazil is perhaps the clearest case of both national and regional development of underdevelopment. The expansion of the world economy since the beginning of the sixteenth century successively converted the Northeast, the Minas Gerais interior, the North and the Center South (Rio de Janeiro, São Paulo and Paraná into export economies and incorporated them into the structure and development of the world capitalist system. (Rhodes 1970:8)

Quant à eux, Sunkel, Cardoso et Faletto prétendent que le sous-développement et le développement sont les deux facettes d'un même processus universel qui s'exprime par deux polarisations qui s'énoncent comme suit : "...d'une part la polarisation du monde entre les pays industriels, avancés, développés, et les pays pauvres, périphériques et dépendants. D'autre part, il y a la polarisation à l'intérieur des pays dépendants, entre les secteurs et activités économiques et les groupes sociaux qui se sont constitués autour des ses secteurs." (Peixoto 1977:624).

Samir Amin (1988), tenant néo-marxiste, repose sa théorie essentiellement sur l'échange inégal entre le Centre et la Périphérie. Il entend par cet énoncé que les différents produits qu'exporte la Périphérie sont intéressants dans la mesure où, à égalité de production le travail rémunéré est inférieur à ce qu'il est au Centre. A partir de cette distinction, il remarque que différents mécanismes de domination et de dépendance se développent entre le Centre et la Périphérie. Ces mécanismes peuvent être politiques, économiques, culturels et technologiques.

Selon Samir Amin (1985:108), le sous-développement est en soi l'envers de l'expansion du capitalisme. De là il propose une nouvelle stratégie de développement. Pour reprendre ses propos : "le développement des pays de la périphérie du système capitaliste mondial passe par une **rupture** nécessaire avec celui-ci, une **déconnexion**, c'est-à-dire le refus de soumettre la stratégie nationale de développement aux impératifs de la mondialisation."

Cette stratégie s'affirme en trois étapes complémentaires. Premièrement l'option en faveur d'un développement autocentré, fondé sur le principe de "compter sur ses propres ressources", par la suite la priorité doit être donnée à la coopération et à l'intégration économique entre les pays du Sud. La troisième phase se retrouve dans l'exigence d'un nouvel ordre économique mondial fondé sur le relèvement du prix des matières premières et le contrôle des ressources naturelles, l'accès des produits manufacturés au Sud sur les différents marchés des pays du Nord, et l'accélération du transfert des technologies.

Il faut mentionner que même si la déconnexion suppose une **autonomie** (capacité d'établir des rapports avec les autres pays) et un développement **autocentré** (maîtrise nationale de l'accumulation), elle n'est aucunement synonyme d'**autarcie** (aucun besoin des autres). Elle signifie seulement que les relations avec l'extérieur sont soumises à la logique de l'accumulation interne et au contrôle des rapports.

Cette stratégie de développement doit se diriger vers un développement autonome et vers un contenu populaire, ce qui implique trois conditions politiques qui pourraient, encore selon Amin, permettre la réussite de cette déconnexion.

Le première condition se retrouve dans la capacité qu'un pays, son gouvernement et son peuple a à déconnecter. C'est-à-dire la capacité de lentement éliminer la compradorisation, qui se constitue d'une bourgeoisie locale, industrielle et commerciale.

Deuxièmement, le pays doit avoir la capacité politique de réaliser des réformes sociales visant à réduire les inégalités sociales. Ces réformes doivent amener à l'homogénéité des classes et des couches du peuple qui sont considérées comme marginales. La dernière condition implique la capacité de maîtriser la technologie. Il est essentiel pour répondre au problème que pose le développement, que les pays du Sud puissent absorber les nouvelles technologies.

Bref, on remarque aisément que la théorie de la dépendance est très complexe par rapport aux différentes tendances qu'elle inclut. D'une part il y a les structuralistes (CÉPAL, Furtado) qui basent leurs analyses sur la hiérarchisation des relations économiques internationales. D'autre part, les néo-marxistes (Amin, Gunder Frank) qui parlent surtout de l'exploitation du Sud par les agents économiques dominants des pays capitalistes, tout en dénonçant l'établissement des firmes multinationales.

La théorie en elle-même apporte plusieurs éclaircissements sur la dualité du sous-développement/développement. Premièrement elle ne regarde pas le développement comme le passage du sous-développement à une forme plus complexe de société. Les deux concepts expriment les phases d'un même processus. Ce processus en lui-même ne se veut pas linéaire, il est en fait le résultat des multiples changements entre les rapports qui s'établissent entre le Centre et la Périphérie. Deuxième apport important, la théorie marque la logique qui affirme que la dépendance n'existe pas seulement entre différents pays, mais prend également place à l'intérieur même des frontières nationales d'un pays, entre un centre riche et des régions plus démunies. Et en conclusion, la théorie de la dépendance présente les relations qui unissent le Centre et la Périphérie comme étant marquées par l'exploitation et la domination des pays

sous-développés par les pays développés. On doit donc, selon les théoriciens de la dépendance, regarder comment les pays sous-développés ont été insérés dans le système mondial et tenter de chercher à savoir comment leur histoire et leur développement ont différé comparativement au Nord.

1.2 De la théorie à l'expérience brésilienne

Il faut maintenant tenter de jeter un regard et d'appliquer notre approche théorique à l'expérience brésilienne. Il est évident que la réalité dépasse souvent la théorie, mais la compréhension des situations et des phénomènes qu'a connus le Brésil peut s'appuyer assez fortement sur l'héritage de la théorie de la dépendance.

Le Brésil est un pays où se jalonent d'immenses contrastes. Il se développe très rapidement et devient une puissance industrielle. Cependant son développement ne fait qu'augmenter l'immense disparité sociale que connaît la population, en laissant les plus démunis de côté, comme le souligne MacDonald (1991:3):

Its gross domestic product makes it the eight most powerfull economy in the world; but two-thirds of the people live below the poverty line- the biggest disparity between rich and poor in the world.

Le Brésil connaît, depuis les dernières décennies, des transformations sociales et économiques de grande envergure qui s'accompagnent d'impacts inimaginables. Simultanément une économie est déracinée et une autre est introduite. Ce qui laisse le pays avec une dette extérieure massive de 112 milliards de dollars (MacDonald 1991:4).

Toutefois, bien que le Brésil soit le champion de la dette et des inégalités sociales, en tant que huitième puissance industrielle, il finira certainement par se joindre au monde des "Grands".

Tout comme la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour et le Mexique, le Brésil fait maintenant partie de ce qu'on appelle les nouveaux pays industrialisés (NPI). On entend par cette classification que se sont des économies qui réalisent environ trente pour-cent de leur production dans le secteur industriel. (Strahm 1986:24)

Il faut s'entendre au fait que le sous-développement du Brésil est d'abord et avant tout un ensemble de structures, c'est-à-dire, un déséquilibre économique, une opposition ethnique, d'immenses clivages sociaux, une grande inégalité des revenus et de la distribution du pouvoir. Sans oublier la dépendance économique, technologique et sociale par rapport à l'extérieur.

Bien qu'il en soit question dans le chapitre suivant, soulignons toutefois que la période de 1967 à 1973 marquait le "Miracle" économique brésilien, pendant lequel l'économie du pays avait une croissance de près de dix pour-cent par année

(MacDonald 1991:60). Dès lors les compagnies étrangères ont été invitées à investir dans l'industrie automobile, l'industrie électroménagère et dans la production pharmaceutique. Pendant ce temps l'Etat s'octroyait d'infrastructures par l'implantation de grands projets de développement.

Le miracle s'est rapidement vu acculé au pied du mur. Le choc pétrolier de 1973 a vite refroidi la conjoncture mondiale. Le Brésil faisait face à une augmentation des prix d'importation du pétrole. De plus, le poids de l'intérêt sur la dette accumulée sur le marché international commençait à se faire sentir. Mais pire encore, le **Miracle** prenait assise sur de faibles fondations sociales. Tandis que les conditions du peuple se détérioraient, on assistait à la naissance d'une nouvelle classe sociale, la bourgeoisie compradore.

Un examen de l'organisation économique, sociale et politique du Brésil permet d'identifier plusieurs cercles vicieux qui régissent les relations entre le pays et le Nord. Ces relations s'identifient par l'inégalité qui ne fait qu'intensifier la vulnérabilité du pays.

Comme le reste des pays du Tiers-Monde, le Brésil effectue la majeure partie de ses échanges avec les pays développés. Sa vulnérabilité résulte en ce que des exportations conditionnent l'acquisition d'importations indispensables au développement du pays. De plus, quel que soit le niveau de l'épargne nationale, le Brésil doit toujours obtenir certains capitaux sur le marché financier international, ce qui ne fait qu'augmenter sa dépendance financière et commerciale.

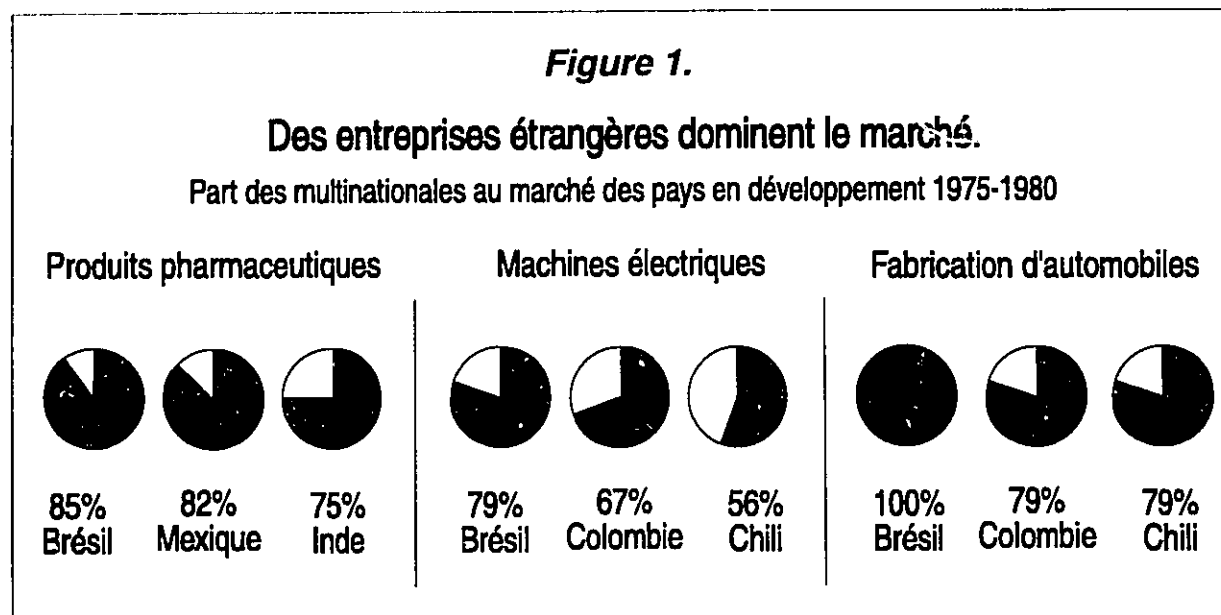
Bien qu'elle soit directement liée aux importations, la dépendance technologique se concrétise aussi à partir des mouvements de capitaux. On peut souligner ici les mécanismes par lesquels un pays devient emprunteur sur le marché pour accélérer son industrialisation, mais surtout par l'implantation de firmes étrangères sur le sol national.

Le cas brésilien est un peu plus complexe. La dépendance technologique se joue surtout par l'achat de brevets, de licences et par l'utilisation de marques déposées. Technologiquement parlant, les brésiliens ont su développer certaines technologies énergétiques et aéronautiques innovatrices.

Cependant l'influence des firmes multinationales se ressent à tous les niveaux de dépendance, soit commerciale, financière, technologique ou politique. En fait depuis les trente dernières années, le phénomène des multinationales s'est beaucoup approfondi. Plus souvent qu'autrement les firmes multinationales dominent la production ou la distribution des biens manufacturés.

Ces perturbations se traduisent par la coexistence des multinationales et de la communauté nationale; deux univers distincts. Elles accélèrent la désarticulation des institutions sociales et des formes d'activités économiques qui assurent l'équilibre des sociétés traditionnelles.

Ces contacts intenses et continus avec la culture occidentale amène au Brésil plusieurs contrecoups d'acculturation. Hervé Carrier (1992) utilise la notion pour décrire les phénomènes s'assimilation ou d'échanges culturels qui interviennent entre deux groupes de traditions différentes qui vivent en contact continu.



Source: Strahm 1986:150

Comme le mentionnera le troisième chapitre, on remarque que l'expansion du capitalisme en Amazonie a amené d'importantes mutations chez la majorité des communautés indigènes de la région. Les mécanismes acculturants du capitalisme ont désagrégé les valeurs, les comportements, les croyances et les modes de vie traditionnels.

Les pages qui suivent nous permettent de réaliser consciemment que le Brésil n'a pu préserver ses intérêts nationaux. Bien qu'il fasse partie des grandes nations industrialisées, le bilan des vingt dernières années est lourd. De plus les antagonismes sociaux suscités par le maintien de fortes injustices s'accompagnent d'antagonismes ethniques et régionaux.

CHAPITRE 2

L'INTÉGRATION DE L'AMAZONIE DANS LE SYSTÈME CAPITALISTE

Aujourd'hui plus que jamais , l'Amazonie brésilienne devient le point de mire des intérêts locaux et étrangers. A la jonction des enjeux politiques et économiques s'affrontent les Indigènes qui veulent à tout prix préserver leur culture et leur identité, les paysans pauvres et sans terre, sans oublier les compagnies d'exportation représentant les intérêts des riches propriétaires brésiliens et des multinationales étrangères.

Cette présence sur les territoires indigènes ne peut être ignorée ou considérée comme passagère, encore moins passée sous silence. On doit se mettre à l'évidence, au nom de l'intégration nationale de l'Amazonie, les Autochtones perdent de larges portions de leurs territoires, sont marginalisés, ou plutôt considérés comme étrangers sur leurs terres.

Le débat doit nous permettre d'identifier et de préciser les choix économiques, politiques et administratifs, ainsi que les responsables des bouleversements que connaît l'Amazonie présentement. L'emphasis doit surtout porter sur les agents et les facteurs politiques et économiques qui ont amené le déracinement et la démise des populations traditionnelles.

On ne peut parler des grands projets en Amazonie sans introduire la notion de déforestation, qui en soi devient un des plus grands problèmes que doivent affronter les populations indigènes.

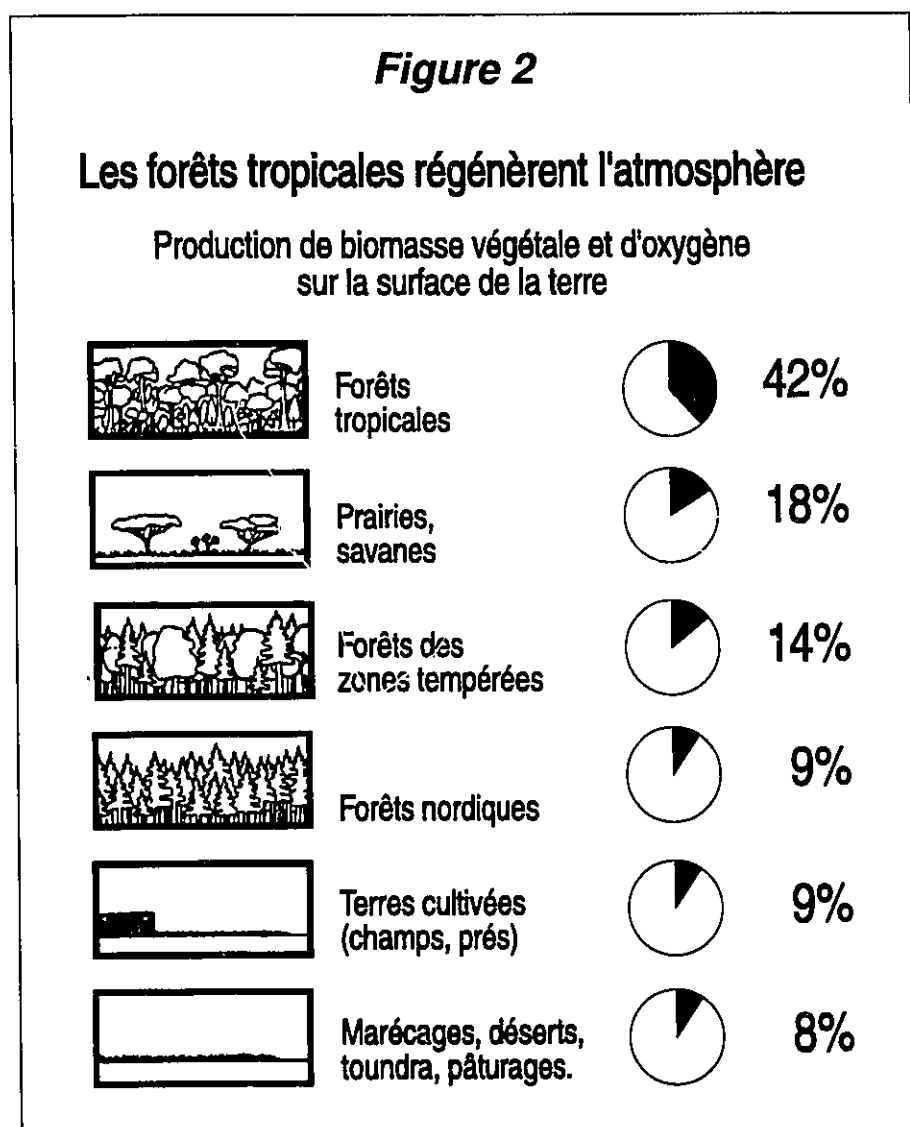
Il est important de noter que plus de 30 millions d'Indigènes dans le monde sont dépendants de la forêt autant pour se loger que pour se nourrir (CETIM 1990:14). Le déboisement de l'Amazonie contribue non seulement à accroître la pénurie en bois de chauffe nécessaire à certaines populations, mais il contribue également à la malnutrition et à la morbidité des peuples de la forêt.

La déforestation introduite à la suite des grands projets en Amazonie s'accompagne généralement d'une pénétration des multinationales. Non seulement les enjeux deviennent très importants, mais la complexité des conditions sociales, économiques et politiques mondiales se dresse comme un obstacle quasi insurmontable pour les peuples de la forêt. De plus, les "pôles de développement" en Amazonie sont constamment encombrés par des individus et des familles prolétariés et marginalisés, conséquences directes de l'érection des grands projets de construction, de colonisation et d'exploitation minière. Ironiquement, cette destruction se fait au nom du progrès. Susanna Hecht nous renvoie à la dictature militaire pour expliquer le processus:

Le gouvernement brésilien, la dictature militaire instaurée en 1964, a misé sur le **développement** à n'importe quel prix. Sa définition du développement est une définition technocratique - un modèle économique centré sur une industrialisation rapide dont le but ultime est une concentration mégatechnologique et une agriculture d'exportation faite de vastes monocultures venant nourrir l'industrie et le marché d'exportation. (CETIM 1990:49)

La destruction de la forêt amazonienne est très rapide. On parle de 250 millions d'arbres coupés à chaque année, soit 2000 arbres par minute. Donc plus de deux pour-cent par année et cela depuis la dernière décennie (CETIM 1990:49).

Au Brésil, les capitaux internationaux (la Banque mondiale entre autres) ont aidé à la construction de la route transamazonienne, qui a entraîné le défrichage de 18 millions d'hectares de forêt vierge. Ce sont des multinationales qui ont acheté et défriché le sol de la forêt vierge afin d'établir de grandes plantations (Strahm 1986).



Source: Strahm 1986:74

Tableau 1.**Déforestation par région de l'Amazonie**

États	Région modifiées par 1000 hectares			
	1975	1978	1980	1988
Amapà	15,2	17,0	17,0	57,1
Parà	865,4	2 244,5	3 391,3	12 000,0
Roraima	5,5	14,3	14,3	327,0
Maranhao	294,0	733,7	1 067,1	5 067,0
Goiás				
(Tocantins)	350,7	1 027,8	1 145,6	1 950,0
Acre	116,5	246,4	462,6	1 950,0
Rondônia	121,6	418,4	757,9	5 800,0
Mato Grosso	1 012,4	2 835,5	5 329,9	20 800,0
Amazonas	77,9	178,5	178,5	16 579,0
Amazonie				
Total	2 859,2	7 717,1	12 364,2	59 579,1

Source: Hecht et Cockburn 1989:52

Ce mécanisme de destruction ne peut se comprendre qu'à partir du raisonnement capitaliste. L'accroissement du capital se fait aux dépens des populations amazoniennes et les bénéfices se retrouvent rapidement chez les puissantes multinationales étrangères.

Cette recherche tente de démontrer qu'à la source des pressions, des souffrances et de la violence déployée sur les Autochtones, se trouve le gouvernement militaire et ses politiques de développement économique. La situation se doit d'être reliée au contexte du "Miracle" brésilien et encore plus important, à l'insertion du capitalisme par l'intermédiaire des **grands projets**, à l'intérieur des frontières de l'Amazonie. En expliquant et en

comprenant tous les aspects et certains des mécanismes de l'implantation des grands projets sur le sol amazonien, nous pourrions évaluer plus précisément le rôle qu'ils ont joué dans les mécanismes d'oppression et d'agression contre les populations indigènes de la région.

En fait, l'establishment brésilien, les multinationales et les institutions financières du développement affirment que l'Amazonie doit être sortie de l'état d'abandon dans lequel elle se trouve, afin de suivre les traces des sociétés occidentales. Il semble en fait que seul les grands projets peuvent permettre la valorisation économique et énergétique de la région. Comme le souligne Brunelli, derrière ces faux fuyants se dissimule une explication plus plausible, les grands projets sont réalisés dans l'optique de la concrétisation de l'expansion du système capitaliste au Brésil.

L'Etat capitaliste héritier de l'Etat mercantiliste doit nécessairement s'étendre pour se reproduire, incorporant toujours de nouveaux marchés ou de nouveaux territoires, ou encore de nouvelles ressources ou technologies. (Brunelli 1990:54)

En d'autres mots, le système capitaliste ne peut se reproduire si il demeure tel qu'il est. De nouveaux mécanismes doivent s'implanter, qui lui permettront de se **perpétuer** continuellement. L'Amazonie devient donc rapidement un pion sur l'échiquier du capital, et sans se soucier des multiples impacts néfastes - création de nouveaux besoins, la destruction de cultures et de vies humaines - les maîtres du jeu refont le visage de l'Amazonie pour promouvoir le bon fonctionnement du système capitaliste.

Bien qu'on parle d'expansion du système capitaliste, il ne faut surtout pas oublier de mentionner que les grands projets doivent être considérés également dans le cadre de

l'expansion de l'Etat brésilien et de sa politique nationale en ce qui concerne l'Amazonie. Plus loin nous cernons le problème plus en profondeur. Il suffit pour le moment de mentionner qu'avec l'ouverture de routes, le creusement de mines, l'érection de barrages hydroélectriques, les déplacements de populations, les projets de colonisation, on est parvenu à développer l'économie capitaliste, amputer les populations indigènes et produire du même coup un nouvel espace amazonien.

Bertha Becker (dans Brunelli 1990) explique la réorganisation de l'espace en introduisant la notion d'espace global/fragmenté. Global parce que l'espace est intégré à un nouvel ordre planétaire, et fragmenté parce que divers groupes qui détiennent le pouvoir économique et politique s'accaparent facilement les morceaux du gâteau.

Comme nous l'avons mentionné les grandes entreprises internationales remodelent l'Amazonie. Elles font entrer sur la scène un perfectionnement scientifique qui échappe à l'Etat et qui se veut nécessaire pour l'instauration de nouvelles technologies. Finalement, comme l'explique Brunelli, l'Amazonie se trouve à être le lieu privilégié où l'Etat et les grandes compagnies internationales travaillent ensemble afin de répondre aux exigences du système capitaliste.

Les relations entre Etat et grandes entreprises ne sont pas toujours pacifiques, mais étant donné que l'un et l'autre sont fondamentalement des pièces d'un même système engagé dans le processus de sa production, la production de l'espace global/fragmenté, résulte de leur articulation. (Brunelli;1990:55)

Bien que l'exploitation économique et l'oppression politique soient deux mécanismes inhérents à la réorganisation et aux problèmes que connaissent les populations indigènes de l'Amazonie, nous renforçons l'analyse un peu plus loin, en introduisant l'importance des relations de domination qui font surface lors du contact entre la société occidentale et les Autochtones. Les mécanismes de dépendance, aussi bien internes qu'externes, se doivent d'être exposés surtout qu'ils constituent d'emblée un des traits prépondérants de l'intégration de l'Amazonie dans le système capitaliste.

Il est entendu que les multinationales jouent un rôle primordial sur les événements qui secouent l'Amazonie en ce moment. En fait leur présence profite aux portefeuilles des grandes entreprises internationales, au détriment des populations locales. Entre autre, on peut mentionner des compagnies telles que Volkswagen, Goodyear, Nestlé... Misant sur l'exemption d'impôt et sur une réduction de certaines taxes, les compagnies n'ont rien à faire du gaspillage et d'un taux élevé de productivité. Tout est basé sur le profit, non pas pour les populations qui voient leurs territoires envahis et dévastés, mais pour les agglomérats étrangers.

Bien que la grande partie du financement pour les grands projets en Amazonie provient d'investisseurs étrangers, la majorité des responsabilités retombe entre les mains des institutions de financement du développement telles que la Banque Mondiale et la Banque Inter-Américaine de Développement (IADB). Non seulement elles garantissent d'énormes prêts en faveur des mégaprojets, pire encore, elles n'entretiennent aucun rapport de consultation avec les populations locales, plus précisément les Indiens.

Le lien entre, la gigantesque dette extérieure du Brésil, la déforestation et l'implantation des grands projets est évident. Plus le poids de la dette s'alourdit, plus le pays s'enlise dans la surexploitation des richesses naturelles de l'Amazonie. Selon Normand Myers, le poids de l'endettement devient une sorte de financement du déficit écologique (CETIM 1990:188).

Les emprunts acquis par le gouvernement brésilien sont pour la plupart utilisés pour la réalisation de divers grands projets - construction de routes, barrages hydroélectriques, mines-. On peut aisément affirmer que socialement et écologiquement les coûts et les conséquences sont désastreux pour les populations indigènes de la région.

Ce chapitre nous amène donc sur la route de l'intégration de l'Amazonie à l'intérieur du système capitaliste mondial. Il sera question de l'avènement du **Miracle** brésilien tout en passant par le gouvernement militaire et les multiples politiques stratégiques et économiques de développement qui n'ont servi qu'à renforcer la présence et le pouvoir militaire et international sur l'Amazonie et sur les populations indigènes.

2.1. Le miracle brésilien

On doit reconnaître que le Brésil a longtemps été considéré comme un pays de l'avenir. Les trente dernières années nous permettent de remettre en contexte les fondements de cette attente. Bien qu'il compte toujours parmi les pays dits "sous-développés", lorsqu'on parle du Brésil, une autre appellation fait surface. On parle maintenant de NPI, c'est-à-dire, de nouveaux pays industrialisés.

...dixième puissance économique de monde par son P.N.B. et la huitième par sa production industrielle. Enfin, son statut de N.P.I. ne semble guère affecté par la crise, les exportations de biens industriels ne cessant de s'accroître.
(Zantman 1990:153)

Ainsi, afin de mieux comprendre la problématique amazonienne, il est important d'amener une certaine application aux principaux événements qui se sont succédés et qui ont initié l'intégration nationale de l'Amazonie. Notre point de référence rejoint le tournant économique du Brésil qui s'est réalisé concrètement après le renversement du régime populiste de Joao Goulart en 1964.

La junte militaire qui prend le pouvoir pendant deux décennies (1964-1985) croit sérieusement au potentiel du Brésil à devenir un "grand" pays et s'engage à le rendre à l'apogée de sa destinée. Immédiatement après le coup, le gouvernement s'est incliné vers la modernisation des structures économiques et financières. Les militaires mettent sur pied de nombreuses politiques de développement qui transforment dans sa totalité l'économie politique du pays.

Économiquement parlant, la fin des années 1950 marque le décollage du Brésil. Juscelino Kubitschek met en branle une économie industrielle et moderne. L'emphasis est mise sur la construction d'infrastructures de base, surtout dans le domaine du transport et de l'énergie électrique (Introia 1992:13). On parle donc d'industrie automobile, de substitution d'essence par l'alcool de canne à sucre, d'industries aéronautiques et de barrages électriques.

Cette période de décollage n'en demeure pas moins marquée par une augmentation de l'inflation et de la dette du pays. Ce qui résulte nécessairement sur une dépendance des capitaux étrangers. On parle plus précisément des institutions de financement de développement et des programmes d'aide américains. On peut certainement qualifier cette forme d'économie au Brésil, à cette période, de modèle de dépendance semi-colonial (Pebayle 1992:32).

En greffant, comme le dit si bien Furtado (1987), sur une société pauvre un modèle de développement de consommation propre aux sociétés où la richesse par habitant est de beaucoup supérieure, le gouvernement militaire n'a fait qu'augmenter la dette et l'inflation du pays.

Cependant, en 1964 le climat économique mondial était des plus encourageants. Le rythme de croissance est soutenu et tout semble laisser croire que le temps est propice au décollage économique des pays "sous-développés". Depuis le plan d'industrialisation des années 1950, le Brésil semblait être définitivement sur la voie du développement.

L'Etat devient rapidement meneur de file et joue un rôle prépondérant dans la croissance économique et le développement du pays. On assiste bien sûr au phénomène d'expansion de l'Etat. Le nombre d'entreprises publiques augmente rapidement, on parle de 367 entreprises ou agences publiques. Petrobras est en fait la plus importante, elle détient le monopole de la distribution du pétrole et de ses dérivés (Introia 1992). L'Etat contrôle en plus la production de l'acier, la construction aéronautique et l'exploitation minière. Le secteur public contrôle de façon directe et indirecte près de la moitié du PIB du pays.

Par suite logique, le gouvernement militaire met tous ses espoirs sur la solvabilité du pays, automatiquement il s'endette un peu plus et donne la priorité aux exportations afin d'attirer l'oeil des investisseurs étrangers. On assiste alors au **Miracle** économique brésilien qui s'étendra de 1967 jusqu'en 1973 lors du premier choc pétrolier.

Le miracle brésilien s'est constitué à partir d'une importante remise en ordre du pays. On assiste à un plan de stabilisation qui provoque la chute de l'inflation (27% en 1967 contre 87% en 1964). Le gouvernement encourage le commerce extérieur par des incitations financières et fiscales, mais également par une politique de change glissant (crawling peg) (Zantman 1990:170). Il fallait absolument qu'une croissance accélérée se maintienne afin de permettre au pays de repartir sur la bonne voie par rapport au marché mondial.

Grâce à sa grande diversité de production, le Brésil s'est rapidement taillé une place parmi les grandes nations agricoles mondiales. La dynamique du problème agraire brésilien s'explique par le fait que le pays produit de plus en plus pour le commerce extérieur et de moins en moins pour les produits de base qui devraient nourrir la population. Dans la majeure partie des cas, l'agriculture du pays est dominée par des groupes agro-industriels puissants.

Tableau 2.**Production agricole**

Production	rang	% de la production mondiale
élevage		
bovins	2e	10,5 %
porcins	4e	4,2 %
culture		
soja	2e	14,0 %
café	1er	19,4 %
cacao	2e	22,9 %
canna à sucre	1er	25,8 %
agrumes	1er	23,9 %
Source: Zantman, 1990:165		

Le modèle d'industrialisation adopté par le gouvernement a permis la pénétration des grands marchés internationaux. La fabrication des biens de production augmente continuellement et devient très concurrentielle. Il est évident que la diversification des échanges commerciaux avec des partenaires tels que les Etats-Unis et l'Union Européenne permettent une concurrence intéressante sur le marché mondial.

Tableau 3.
Taux de croissance par secteurs industriels
(moyenne annuelle)

	1966/67	1968/73
Industrie de biens de consommation	4,8	11,9
Transport	13,1	24,0
Électriques et électro-domestiques	13,9	22,6
Biens d'équipements	4,5	18,1
Biens intermédiaires	10,8	13,5
Ensemble de l'industrie	6,8	13,9

Source: Zantman 1990:172

Les deux dernières décennies ont permis l'introduction du Brésil dans le cercle des grands pays industriels. Pourtant, si on regarde le bilan des 20 dernières années, le constat n'est pas des plus satisfaisants. L'endettement extérieur est énorme (114,9 milliards de dollars en 1988), et le coût social est désarmant: conflits sociaux, inégalités de répartition des richesses, mortalité infantile, analphabétisme, sous-alimentation...(Zantman 1990). Le paradoxe est tout à fait déroutant.

C'est dans ce contexte de crise que le gouvernement se voit dans l'obligation de repenser le développement de l'Amazonie. Le pays doit payer sa dette (la plus grosse dette des pays en voie de développement), il opte donc pour une augmentation des exportations. Les richesses de l'Amazonie vont ainsi contribuer à rééquilibrer la balance des paiements.

Sous la devise de **l'ordre et du progrès** le gouvernement militaire entreprend donc le dépeçage de l'Amazonie. Du même coup la région devient le point de rencontre des multiples intérêts économiques et politiques. Par le fait même Celso Furtado écrivait: "Brazil is engendering a new form of capitalism." (Davis 1977:33) L'importance de l'Amazonie pour le système capitaliste vient de l'énorme potentiel économique que renferment ses richesses naturelles. Selon les données de Davis (1977:33):

... it has 79.7 percent of the country's lumber reserves, 81 percent of its fresh water, half of its iron ore deposits, nearly 100 percent of its tin deposits, 93 percent of its aluminium and the largest deposit of rock salt in the world.[...] The Amazon region also possesses what is thought to be the largest oil deposit in the world...

On comprend facilement la valeur stratégique de l'Amazonie. Il est évident que le gouvernement brésilien, les multinationales et les trust locaux se jettent plein feu sur la possibilité d'obtenir des parcelles de territoires.

Le plan d'intégration nationale (PIN) a été mis en branle suivant la logique de la mise en valeur de l'Amazonie, qui se situe très bien dans le contexte du développement économique et de la croissance du pays. Selon Uztarroz et Sevilla (1990:32)

... le grand chantier amazonien ne commence qu'au début de la décennie 70, avec le Plan d'intégration nationale (PIN) qui prévoit la construction de deux grandes routes, l'une dans le sens est-ouest au sud de l'Amazonie, la Transamazonienne, et l'autre dans le sens sud-nord, reliant Cuiabá à Santarém.

Il est important de noter que les politiques introduites par le gouvernement militaire ont complètement transformé la structure économique de l'Amazonie. Pour comprendre la dynamique des politiques, il faut savoir que le financement des programmes de développement économique s'est réalisé par l'emprunt d'énormes sommes d'argent à travers plusieurs institutions financières internationales et banques étrangères. Shelton Davis (1977:41) explique:

Between the military coup of 1964 and June 1971, for example, the U.S. government and its various international lending institutions provided the Brazilian government with over 3.5 billion (american) in bilateral aid and international loans. In 1972, Brazil surpassed Japan as the largest borrower from the U.S. Export-Import Bank and was the major debtor nation to the World Bank.

De plus, au moment de l'annonce du Programme d'intégration, les corporations multinationales étrangères contrôlaient la majeure partie de l'économie brésilienne. Ce qui signifie que le pays devenait de plus en plus vulnérable, avait de moins en moins de contrôle sur la direction que prenait la production à l'intérieur du pays. Pire encore, le gouvernement n'avait pas vraiment de capacité d'autofinancement. Comme le confirment les données tirées de Davis (1977:42), la dépendance du pays vis-à-vis les pays étrangers s'aggravait continuellement.

In 1969, 90 percent of the automobile industry in Brazil, 87 percent of pharmaceuticals, 73 percent of heavy machinery, 65 percent of chemicals and plastics, and 33 percent of the steel industry were in foreign hands.

Le pays connaissait un déséquilibre profond. La nécessité de rembourser la dette extérieure l'obligeait à trouver une source de revenu rapide. L'exportation lui permettait non seulement d'acquérir des devises mais par le fait même de payer les créanciers.

Le gouvernement voulait donc implanter au coeur de l'Amazonie une sorte de centre industriel qui devait en fait, accélérer le développement de la région pour l'exportation. L'institution militaire s'engage de plein fouet dans l'occupation et le développement économique de l'Amazonie. On voulait aussi intégrer cette dernière au reste du Brésil et réaffirmer, par le fait même, la présence et l'appartenance brésiliennes au plus profond du territoire.

Le Plan d'intégration nationale s'est vu succéder de multiples projets dont les plus importants mettent l'emphasis sur la sécurité nationale ainsi que sur différents programmes de colonisation des terres. Il va de soi que cet amas de projets, tout en redessinant la carte de l'Amazonie, est devenu un instrument de graves conflits dans la région. Avec la terre comme objet de convoitise, on ne peut assister qu'à l'enrichissement de quelques groupes et à la décimation des populations traditionnelles qui occupent les terres.

Bien que plusieurs considéraient l'Amazonie comme un immense vide démographique, la présence des population indigènes n'était pas ignorée. Cependant l'introduction du Plan d'intégration national a marqué une nouvelle étape parmi les agressions contre les Indiens de la région amazonienne. Les pressions et la violence se sont radicalement aggravées, Désormais on ne parle plus de la conquête d'un peuple, mais plutôt de la conquête des territoires occupés par les Indiens.

L'interférence introduite par les politiques économiques et stratégiques du gouvernement, a provoqué des impacts socio-culturels et des transformations inadaptées aux modes de vie des peuples de la forêt. Non seulement de nouvelles relations sont introduites, mais le tissu social des populations est totalement modifié de manière d'autant plus profonde, qu'elle s'éloigne totalement des formes traditionnelles. Dal Maso (1990:21) confirme cette réalité en expliquant que:

Des intérêts économiques puissants, nationaux et internationaux, ont déclenché la nouvelle occupation de la région et, au nom du "développement", ont déterminé la direction à lui donner. La destruction et l'extermination des peuples indigènes...

Les années au pouvoir de la junte militaire ont en fait été marquées par une forte croyance basée sur le potentiel économique du pays et dans les investissements étrangers et par l'érection de projets grandioses. Le modèle économique adopté après 1964 se caractérise par son énorme coût social. Le Brésil s'est en fait retrouvé avec une économie déséquilibrée, dépendante et contrôlée par les transnationales qui fournissaient les capitaux et la technologie.

La politique officielle (et même non-officielle) du gouvernement militaire en ce qui concerne l'Amazonie s'est vue axée sur l'exploitation, l'occupation et l'intégration de cette région à l'économie nationale. La prochaine partie de ce chapitre nous donne un bref aperçu politique de l'intégration de l'Amazonie. Elle nous permet de comprendre que l'implantation des grands projets s'est inscrite dans une perspective purement économique et abusive. L'exécution des différents projets a marqué le commencement du processus d'intégration et d'extermination des populations indigènes de l'Amazonie.

Bien que la panoplie des grands projets économiques réalisés sur le territoire amazonien soit des plus diversifiées, nous croyons que les projets Calha Norte, Polonoroeste et Grand Carajás, permettent non seulement de retracer sommairement les grandes lignes de la politique d'intégration des militaires entre 1964 et 1985, mais également, ils représentent en totalité les intérêts qui jouent sur l'occupation de l'Amazonie.

Le projet Calha Norte s'insère dans les préoccupations et l'attention privilégiées du gouvernement militaire en ce qui concerne l'Amazonie. Il marque en fait le début du programme d'intégration nationale qui était destiné à marquer la présence brésilienne. Par la mise en oeuvre du projet, les militaires rendaient immanquable l'appartenance de l'Amazonie brésilienne.

Cependant, c'est dans la région du P.C.N. que l'on rencontre la plus grande concentration de populations Autochtones, les plus connues sont les Yanomamis et les Tukanos. Toutes sont en fait affectées par les diverses phases du projet.

Le Calha Norte n'équivaut ni plus ni moins, en réalité, qu'à une libération des territoires indigènes pour l'implantation de grands projets économiques visant au développement des investissements privés, et ce, en détriment des populations indigènes. (dans Brunelli 1990:66)

Tandis que le projet Calha Norte marque l'effervescence des militaires, le Polonoroeste se caractérise par un plan de colonisation intensive dans l'Etat du Rondonia, dans l'ouest de l'Amazonie. Un nouveau front d'expansion entre en action. On parle ici d'une politique officielle d'occupation territoriale. En plus de recréer la frontière économique d'après les

intérêts du capitalisme, l'Etat tentait de soulager les tensions sociales liées à la propriété de la terre dans diverses régions du Brésil. De plus, le peuplement de la région allait de pair avec le processus de Sécurité Nationale. Le programme était basé sur de belles promesses qui encourageaient les paysans sans terres des régions de Nordest et du Sud, à venir s'installer dans la région de l'Amazonie. Les migrants se sont déplacés par milliers. Essentiellement, le plan de colonisation du Rondonia a été un échec. Selon Dal Maso (1990), en plus d'engendrer de multiples conflits entre les acteurs concernés, la colonisation a concrètement servi d'instrument d'extermination des peuples indigènes de la région.

Les premiers contacts avec les fronts d'expansion et les entreprises industrielle les provoquèrent en effet un choc qui a eu des conséquences fatales pour les Amérindiens: la disparition de plusieurs groupes et l'extermination d'autres. Pour bien jauger la violence de l'impact, qu'il suffise de dire que dans les années 70 il y avait des gens qui prévoyaient la fin des Amérindiens du Rondonia. (Dal Maso 1990:34)

Quant à lui, le projet Grand Carajas a complètement observé les aspirations du capitalisme, **ad litteram**. Le programme est en fait considéré comme l'enfant chéri de l'Etat brésilien. Le projet regroupe en fait diverses activités minières, forestières, agricoles et métallurgiques, que nous expliquerons plus en détail dans la prochaine partie. Il faut toutefois mentionner que les peuples de la forêt, comme l'indique Brunelli (1990:73), ont été immensément touchés par les impacts des différents projets.

...leur propre existence et présence [Indiens] sur ces terres furent considérées, dès le commencement, comme une sérieuse entrave au bon déroulement des activités productives.

Le choix des projets se justifie donc à partir des grandes lignes de la politique d'intégration de l'Amazonie. La prochaine section explique de manière détaillée les différents mécanismes et implications de ces trois grands projets sur le sol de l'Amazonie.

2.2 Calha Norte

Au début des années 1970, les militaires considèrent l'Amazonie comme la région la plus vulnérable du pays. Une attention toute particulière est donc apportée à la région frontalière septentrionale. Sans raison évidente, ils craignent que l'absence marquée de postes de contrôle poussent les grandes organisations internationales ou les pays voisins à vouloir s'accaparer ou envahir certains territoires de l'Amazonie brésilienne. Encore plus dérisoire, la présence des populations indigènes dans la région les inquiètent. Ils craignent leur libération de la tutelle étatique par la constitution d'un Etat indépendant. La diversité ethnique des populations indigènes de la forêt rend cette inquiétude quelque peu dérisoire. Qu'ils deviennent solidaires peut-être, mais qu'ils puissent former un Etat indépendant...

Bien que 1985 marque le retour à un gouvernement civil, l'intégration de l'Amazonie est toujours indiquée au programme. Sous la direction du général Rubens Bayma Denys, chef du conseil de sécurité nationale (C.S.N.), le Projet Calha Norte est formulé. **Projeto Calha Norte-Desenvolvimento e Segurança ao Norte das Calhas dos Rios Solimoes e Amazonas**, (développement et sécurité au nord du bassin de l'Amazonie). Le projet touche plus d'un million de kilomètres carrés, incluant 14 pour-cent du territoire national et 24 pour-cent des territoires de l'Amazonie. Il se constitue sur les Etats du Roraima et de l'Amapá et sur les régions septentrionales des Etats de l'Amazonas et du Pará (Brunelli 1990).

Dans son article, Gilio Brunelli (1990:61) expose la justification de PCN en affirmant que: "...la possibilité de conflits frontaliers entre quelques uns des pays voisins, couplée à la conjoncture actuelle des Caraïbes, peut permettre à l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest de s'insinuer dans la portion septentrionale de l'Amérique du Sud." Pourtant la conjoncture des Caraïbes était tout à fait sous contrôle.

Effectivement les militaires tentent de justifier leur inquiétude en faisant appel à la dispute qui oppose le Venezuela à la Guyane. En fait, le Venezuela revendiquait la moitié du territoire de la Guyane, toutes les régions sur la frontière ouest de la Rivières Essiquibo. Sans oublier l'instabilité politique qui pouvait faire basculer un pays révolutionnaire tel que le Surinam vers la gauche. Ils voyaient en certains pays un potentiel ennemi. Comment peut-on croire que le Pérou ou la Bolivie puissent un jour vouloir s'attaquer à un géant tel que le Brésil. Les préoccupations militaires tombaient plus ou moins dans le ridicule. Ils ont également invoqué le danger que représentaient les narco-trafiquants. En fait, le trafic international de la drogue semblait avoir établis ses bases dans les vallées amazoniennes.

Les inquiétudes hypothétiques des militaires reposaient essentiellement sur un ennemi plus ou moins imaginaire ou du moins inoffensif. Pourtant la politique militaire s'impose par le cordon de bases militaires qui s'étend du Pérou à la Guyane française.

De ce fait le PCN jette son dévolu sur la région frontalière longue de 6500 kilomètres et large de 150 kilomètres qui sépare justement le Brésil de la Guyane française, du Surinam, de la Guyana, du Venezuela et de la Colombie. Le projet a pour mission d'accroître la présence

brésilienne, évidemment majoritairement militaire, sur le long de la frontière, intensifier les relations bilatérales avec les pays voisins, surtout sur les échanges commerciaux, élargir l'éventail des interventions de la FUNAI dont nous parlerons dans le prochain chapitre, et accélérer la production d'énergie et plus encore (Brunelli 1990:63).

On met sur pied la modernisation des ports militaires de Manaus et Belém, des unités spéciales pour la patrouille sur la frontière et la construction d'aéroports militaires. José Matias Pereira écrit:

Le projet Calha Norte fait partie d'une longue planification stratégique s'inspirant des préceptes de l'Ecole supérieure de guerre (ESG), qui vise à cristalliser la vocation continentale du Brésil. Il peut être défini comme un ensemble de programmes et de projets d'aménagement à moyen et long terme ayant pour but d'organiser l'occupation militaire et économique de la région." (Uztarroz et Sevilla 1990:155)

Un fait important à remarquer, la région visée par le PCN regroupe la plus grande concentration d'Indiens. Les plus connus sont en fait les Yanomamis et les Tukanos. On peut facilement considérer le projet comme le coup de grâce donné aux populations indigènes qui n'avaient jusqu'à présent eu que très peu de contact avec la société "blanche".

La simple présence d'Indiens sur la frontière est considérée comme alarmante. Certaines mesures sont donc prises en considération. Une nouvelle politique indigéniste est favorisée. Bien qu'elle sera expliquée en détails dans le chapitre suivant, nous pouvons dès maintenant affirmer qu'elle est caractérisée comparativement aux politiques précédentes, par

de multiples restrictions au droit des Autochtones à leurs terres. Brunelli (1990:66) nous donne les grandes lignes de cette politique:

Voici donc la nouvelle politique de la Nova República sur les affaires amérindiennes, destinée à accomplir les anciennes aspirations des secteurs plus rétrogrades du pays: l'extinction des communautés indigènes et l'appropriation définitive de leurs terres au bénéfice de la spéculation et de l'exploitation prédatrice.

Le Calha Norte n'équivaut ni plus ni moins, en réalité, qu'à une libération des territoires indigènes pour l'implantation de grands projets économiques visant au développement des investissements privés et ce, au détriment des populations indigènes.

En fait le projet Calha Norte se distingue des autres projets en Amazonie en ce qu'il s'est déroulé dans le plus grand secret et avec une rapidité incroyable. Il n'a pas été soumis devant le parlement et les Brésiliens en ont pris connaissance que le 31 octobre 1986, soit un an après son entrée en vigueur (Uztarroz et Sevilla 1990:154). Il est évident que bien que les civils étaient au pouvoir, les militaires avaient gardé une voix de premier ordre à même le contrôle des politiques gouvernementales. Les militaires ont bien joué leurs cartes. Le projet Calha Norte leur assure la survivance de leur moyen de pression sur la population amazonienne.

2.3 Polonoroeste

Le Polonoroeste (**Programa Integrado de desenvolvimento do Noroeste do Brasil**) a été établi en 1981. La formule vise une solution à l'administration des conflits générés par les multiples contradictions économiques et sociales du modèle de développement

qu'avait adopté le pays. On parle surtout ici du mouvement de colonisation du Rondônia par l'INCRA, l'Institut national de colonisation et de réforme agraire.

La phase la plus connue de ce programme se concrétise par l'asphaltage de la route BR-364 sur une distance de plus de 1500 kilomètres, allant de Cuaibá à Porto Velho et reliant la capitale rondônienne aux différentes régions industrialisées de la côte atlantique.

On voulait surtout par Polonoroeste assurer la densification démographique et l'occupation humaine de la région. A la fin des années 1960 la population de Rondônia ne dépassait pas plus que 100 000 habitants, soit une densité d'un habitant par 2,5 kilomètres carrés (Uztarroz et Sevilla 1990:62). Le gouvernement a donc opté pour un mouvement massif de colonisation des terres. Plusieurs milliers de familles attirées par la promesse de terres fertiles et abondantes migraient au Rondônia. Comme le souligne les propos de Uztarroz, on s'est vite aperçu que les belles promesses n'étaient qu'illusions...

De 1970 à 1990, la population du Rondônia a tout simplement été multipliée par quinze, de 100 000 à 1,5 millions d'habitants. Soutenue par une migration phénoménale, l'intégration géographique s'est réalisée au prix d'une désintégration du milieu naturel sans équivalent en Amazonie. (Uztarroz et Sevilla 1990:64)

Avec la première vague de colonisation du Rondônia en 1970, on assiste à une déforestation massive pour augmenter la production des plantations de café et de cacao. On privilégiait la culture d'exportation au détriment des cultures vivrières afin de soulager la dette. L'INCRA octroyait des concessions agricoles à condition que les terres fertiles ne soient utilisées qu'en prévision de l'exportation, source incroyable de devises.

Le coût de Polonoroeste était évalué à plus d'un milliard et demi de dollars, dont 443,4 millions devait être fournis par la Banque Mondiale. Le gouvernement brésilien devait prendre en charge le reste de la somme (Brunelli 1990:67). Dû à plusieurs facteurs, tels qu'une mauvaise gestion et préparation de la colonisation, la Banque Mondiale a abandonné le projet en 1987, pour réinvestir un an plus tard dans une autre formulation du projet, le Planafloro.

La terre devient en fait l'objet de la conquête. Un nouveau front d'expansion et d'occupation se réalise en plein coeur de l'Amazonie. La création de la SUDAM (Surintendance du développement de l'Amazonie) devait permettre d'organiser l'intégration de l'Amazonie au modèle économique que le gouvernement militaire tentait d'implanter dans le pays.

Evidemment ce programme de colonisation ne se faisait pas seulement en vue d'une réforme agraire, le gouvernement militaire espérait surtout intégrer l'Amazonie à l'économie de marché. Cette intégration devait d'abord et avant tout respecter les intérêts du capitalisme.

Soixante-quinze pour-cent du budget pour la période de 1981-1985, soit 1,55 milliard de dollars était destiné pour la fin de la construction et à l'asphaltage de la route BR-364. Le reste du budget permettait d'accroître le réseau de routes et la colonisation de nouvelles régions (Schneider 1989:24).

Il est important de noter que la colonisation a pour conséquences un défrichement et un déboisement incroyables dans l'Etat du Rondônia. Cependant le gros problème vient du fait que le plan de colonisation Polonoroeste est devenu un instrument qui favorise les grands

propriétaires des autres régions. On peut expliquer en démontrant que les colons viennent surtout des régions du Nord-Est où les grands propriétaires terriens empêchent les paysans de cultiver selon un processus équilibré. Les paysans éloignés, les grands propriétaires se retrouvent avec le monopole agricole de la région.

Les plans de colonisation sont très néfastes. Comme le sol se dégrade rapidement, la culture après quelques temps devient impossible, les colons se retrouvent donc obligés de s'installer dans les bidonvilles. Non seulement les colons quittent les terres du Nord-Est qui sont plus adaptées à la culture, mais en quittant les lieux, ils participent à la cause des grands propriétaires du fait qu'aucune réforme agraire n'est possible. Il est évident que les plans de colonisation favorisent l'accumulation de capital dans les pays étrangers, mais également pour le centre-sud du pays.

L'INCRA promouvoit et encourage la migration des pauvres agriculteurs au coeur de l'Amazonie. Les dirigeants brésiliens se justifient en affirmant que le Brésil réalise ce qu'aucun autre pays a su réaliser, la plus grosse réforme agraire au monde. Cependant, derrière cette affirmation se cachent les vrais couleurs du plan de colonisation Polonoroeste. Non seulement, le gouvernement peut délaissé les inégalités sociales dans le pays, mais il peut aussi retarder sinon complètement mettre de côté les réformes agraires et les politiques agraires des autres régions plus pauvres.

Selon les statistiques, on compte plus de 2,5 millions de paysans sans terre au Brésil (Schneider 1989:30). Polonoroeste se veut donc une porte de sortie contre les pressions

sociales et politiques causées par ces inégalités. Ces inégalités ne proviennent pas d'une pénurie de terres cultivables, mais plutôt d'une concentration des terres entre les mains de certains propriétaires.

Sous le slogan: **Une terre sans hommes pour les hommes sans terre**, des milliers de familles ont envahi l'Amazonie. Mais plus grave encore, le Polonoroeste n'a accordé aucune place aux populations indigènes de la région. Bien que certaines réserves aient été établies, les démarcations n'ont jamais été respectées. Brunelli explique que les Autochtones de la région sont vite devenus victimes d'un grand coup de force.

Négociations, menaces, cooptation de leaders, violence verbale et agression physique, démonstrations de force et bluffs audacieux, chantage et corruption, tout fut mis en oeuvre pour essayer d'arracher des peuples amérindiens leur consensus. (Brunelli 1990:72)

Les contacts entre les colons et les indigènes ont rapidement contribué à l'extermination de certaines tribus. Non seulement les migrants abusent de la chasse et de la pêche, mais provoquent certaines épidémies qui sont fatales pour les peuples de la forêt. Il faut comprendre que les plans de colonisation sont continuellement accompagnés d'une déforestation massive. On parle ici d'une question de vie ou de mort pour des milliers d'Indiens qui sans la forêt se retrouvent en position de perdre leurs moyens d'existence.

Malgré la destruction qu'apportent les projets de colonisation, le gouvernement continue à s'appropriier des territoires appartenant aux populations indigènes. Pourtant tous les projets de colonisation en Amazonie ont été des échecs. La CETIM (1990:52) souligne que le sol est très fragile, et le déboisement le rend rapidement inculte pour la culture.

Tous les projets de colonisation blanche dans l'Amazonie ont été des échecs. Le sol est fragile et la nécessité de défricher de nouvelles parcelles tous les deux ou trois ans suppose en mode de vie semi-nomade, incompatible avec la propriété privée et avec une forte densité démographique. Si les Indiens ont laissé la forêt «vierge» après des millénaires, c'est bien parce qu'ils savent la préserver et la régénérer.

Avec la mise sur pied de projet de colonisation tels que le Polonoroeste, le gouvernement brésilien a non seulement contribué à la destruction de la terre, mais il a également modifié les formes traditionnelles d'utilisation et d'occupation de la forêt des populations indigènes, en plus de provoquer de graves conflits sociaux dans la région.

2.4 Le Grand Carajás

Au début des années 1960, les richesses en minerai au Brésil sont internationalement reconnues. En fait, 1964 marque le début de l'exploitation des ressources naturelles du pays par plusieurs sociétés de capital étranger. La prospection des territoires commence en 1966. C'est donc au sud de l'Etat du Pará que la filiale de l'United States Steel Co. (U.S.S.), la compagnie Méridionale, découvre d'importantes réserves de fer. L'exploitation de cette réserve de minerai a grandement motivé la création du projet Ferro-Carajás. (Hébette 1990).

L'U.S.S. se désintéresse rapidement de l'exploitation de la réserve et abandonne le tout à la compagnie nationale brésilienne Vale do Rio Doce (C.V.R.D.), aujourd'hui une des première exportatrice de minerai de fer au monde. L'Etat brésilien voulait surtout renforcer les exportations de matières premières afin de soutenir l'importation de biens de capitaux.

Suivant cette logique, les découvertes en 1966 et 1967 permettent d'envisager l'optique du gouvernement.

En 1974, on découvre d'importantes concentration de bauxite (4 millions de tonnes). Comme le fer était excédentaire et que sa demande sur le marché mondial déclinait assez rapidement, le gouvernement brésilien a réalisé rapidement que l'écoulement de la bauxite était plus favorable. Cependant bien que la prospection était financée par les organismes officiels, l'exploitation était monopolisée par les entreprises privées. La C.V.R.D. se voit automatiquement exclue du processus. C'est en s'associant à certaines compagnies telles que l'américano-canadienne Alcan, l'américaine Alcoa et les Japonais associés à la Nibrasco, que la C.V.R.D. est arrivée à réaliser plusieurs projets de traitement de minerai et de production d'aluminium.

La production d'aluminium entraîne d'énormes consommations d'électricité. C'est dans cette logique que le bassin des rivières Tocantins et Araguaia devient très important. La construction d'une usine et d'un barrage a permis de fournir près de huit millions de kilowatts d'électricité. Cependant, le barrage de Tucuruí a entraîné l'inondation de plus de 200 mille hectares de forêts, champs et villages (Brunelli:1990)

Sous l'optique de l'impérialisme occidental, on peut aisément analyser les différentes phases de ces projets à partir d'une réponse aux intérêts des compagnies internationales qui se retrouvent en Amazonie orientale. En fait le traitement du minerai pour la fabrication de l'aluminium est très polluant. Les Etats-Unis et le Japon se réjouissaient à l'avance de pouvoir

tout reléguer sur le dos du Brésil. Pour la France, le pays est rapidement devenu un débouché de premier plan pour son matériel électrique de pointe.

Le système de transmission d'électricité étant complété, l'Etat doit également se doter d'un réseau de communication. Ainsi, une immense infrastructure, au milieu de ce que certains considèrent comme le vide amazonien, relie une mine, un barrage et deux usines situées à des milliers de kilomètres. Comme la Transamazonienne existait déjà, on parle de la route P.A 150 construite en 1976 et qui donne accès à Tucuruí, des aéroports dans les villes de Marabá, Tucuruí et Santa Inês et également au sommet de la Serra dos Carajás, un chemin de fer qui relie la mine de Carajás au nouveau port de São Luis et finalement un port à 30 kilomètres de Belém (Hébert 1990).

Une partie du financement était garantie par des banques japonaises, européennes et américaines, conditionnée évidemment par l'achat de produits industriels et de services nationaux. En 1980 on établissait un régime d'encouragement fiscaux et de financement pour les compagnies qui engageaient des capitaux. Parmi les plus importants, une exemption d'impôt sur l'importation d'équipements et sur les profits réalisés sur place. Les compagnies devaient toutefois réinvestir dans le P.G.C.. Plusieurs auteurs parlent d'un pillage néo-colonial de la part des pays étrangers. D'après Uztarroz:

En sus de l'attractif "stimulant fiscal" [...] la région offrait les meilleures garanties dans tous les secteurs clés: d'énormes réserves de bauxite (près de quatre milliards de tonnes dans le seul État de Pará), une main-d'oeuvre abondante parmi les plus mal payées du tiers monde et, last but not least, de la houille blanche à des tarifs défiant toute concurrence. (Uztarroz et Sevilla 1990:142)

C'est dans ce contexte que l'enfant chéri de l'Etat brésilien se réalise. Le programme Grand Carajás (P.G.C.), introduit en novembre 1980, regroupe plusieurs projets miniers, forestiers, agricoles et de transformation sur une superficie de 900 000 kilomètres carrés, soit 10,6 pour-cent du territoire national. Le programme représente un investissement près de 70 milliards de dollars (Brunelli:1990).

Il est évident que les compagnies étrangères sont intéressées à investir dans un projet tel que le Grand Carajás. Il faut comprendre que la région du Carajás constitue un trésor pour l'exploitation. On parle de 4.7 milliards de tonnes de bauxite, 1 milliard de tonnes de minerai de cuivre, 60 millions de tonnes de manganèse, 2 millions de tonnes de nickel et près de 400 tonnes d'or (Treece 1987:12). Sans oublier l'importance des abris fiscaux, et des multiples privilèges que le pays accorde.

Tableau 4.
Résumé des investissements dans le programme Grand Carajás

Secteurs	milliards \$
Métallurgique	28,1
Agriculture	8,1
Élevage	1,7
Reforestation	1,3
Total	39,2
Infrastructure	22,5
Grand total	61,7
Source: Treece 1987:14	

Selon les chiffres, le coût total pour le programme est estimé à près de 62 milliards de dollars américains, 36 pour-cent du quel est concentré sur la création de l'infrastructure nécessaire au niveau de l'énergie, des transports et de la communication, relié aux différents projets.

Tableau 5.
Les investissements dans Grand Carajás

Institutions	Millions US\$	%
CVRD	852	23,39
BNDES	1 020	28,00
Total brésilien	1 872	51,40
Étrangers		
European Coal and Steel Community	600	16,47
Dresdner Bank & Morgan Guaranty Trust/USA	100	2,74
KFW Bank (Allemagne)	122,5	3,36
Private Banks (USA)	129	3,54
Supplier-Credit (Europe)	37	1,01
Nippon Carajas & Consortium of Japanese Banks	500	13,73
World Bank (IBRD)	304,5	8,36
Total étranger	1,770	48,59
Grand total	3,642	100,00
Source: Treece 1987:16.		

La Communauté Européenne est en fait l'investisseur étranger le plus important pour le financement du programme Grand Carajas. En retour de certains prêts, la Communauté Économique Européenne était garantie de recevoir un tiers de minerais de fer (50% de ses

besoins) à un prix réduit (Schneider 1989:28). Comme on le mentionnait plus haut, le financement était encouragé par des abris fiscaux très attrayants. Ces abris fiscaux devaient arriver à terme à la fin de 1985, mais un prolongement a été accordé jusqu'en 1990, pour un total de dix ans. 28 projets se sont vus accorder les abris fiscaux, ce qui attribue à une perte de plus de 2 milliards de dollars américains par année dans le revenu fiscal de l'Etat brésilien.

Le legs économique des grands projets n'est pas des plus enthousiastes. Tandis que les pays qui financent le programme gagnent beaucoup de leurs investissements, les firmes gouvernementales font face à un accroissement de dettes, une diminution de fonds pour l'investissement, sans oublier la pression des crédateurs. Petit à petit, le Brésil continue à s'enliser dans les mécanismes de dépendance qu'établit la dynamique des pays capitalistes.

Nous devons mentionner que le programme représentait d'abord et avant tout, une solution rapide au problème de la dette, une manière sûre d'améliorer la balance commerciale et d'encourager le potentiel des investissements étrangers. Plusieurs affirmaient que le programme, grâce aux bénéfices sociaux qu'il devait engager, soulagerait la pauvreté, diminuerait le taux de chômage pour les paysans sans terre du nordest du pays. Bien que très payant pour certains individus, la majorité de la population de la région vit dans la paupérisation. Il est possible que la pression provenait aussi du fait que la junte militaire voulait rapidement occuper l'Amazonie pour couper court à l'avidité des pays étrangers.

Chose certaine, le projet Grand Carajás était destiné à transformer le sous-sol de l'Amazonie en une source de revenu qui permettrait au gouvernement de satisfaire ses

engagements vis à vis les banques internationales et de laisser sa marque sur le marché mondial. Prenons pour cause les données d'Uztarroz:

Carajas produit 30 millions de tonnes, soit environ 30 pour-cent de la production de la CVRD et 21 pour-cent de la production brésilienne. Grâce a se projet, la firme d'État a pu renforcer sa position de leadership mondial sur le marché et le Brésil a pour la première fois dépassé les 100 millions de tonnes d'exportations annuelles, soit une recette de presque 2 milliards de dollars." (Uztarroz et Sevilla 1990:130)

En profitant de ressources abondantes comme le minerai de fer, de la forêt et d'une main-d'oeuvre trop bon marché, le programme a financé l'installation de multiples petites fonderies qui produisent plus d'un million de tonnes de fonte et une centaine de milliers de tonnes d'alliages. Cette production consomme par année plus d'un million de tonnes de charbon de bois, provoquant par le fait même le déboisement de plus de 70 000 hectares de forêt (Hébert 1990:42).

Le projet complété, plusieurs millions d'hectares de la forêt amazonienne sont détruites et plus de 13 000 Indiens sont dépossédés de leur territoires (Schneider 1989:28). D'après Treece, il est important de mentionner que les populations indigènes de la région n'avaient pas été informées que leur territoire serait transformé en un immense parc agro-industriel.

Experience has show that, unless special measures are adopted, tribal people are more likely to be harmed than helped by development projects that are intended for beneficiaries other than themselves. Therefore, whenever tribal peoples may be affected, the design of projects should include measures or components necessary to safeguard their interests and, whenever feasible, to enhance their wellbeing. Sound project planning and design reduce the risk that tribal people will suffer from the project's consequences or disrupt its implementation. (dans Treece 1987:29)

Le territoire visé par le P.G.C. est occupé par plusieurs peuples autochtones qui évidemment n'ont pas été consultés lors de la formulation d'un des plus grands projets de développement dans le monde. L'habitat Pucurui et la réserve Parakana sont les plus affectés. La conséquence la plus visible est caractérisée par le déplacement de populations et le déracinement de leur organisation sociale. Brunelli souligne:

... Les Parakanas, dont les différents sous-groupes furent contactés en 1971 et en 1983, furent obligés de se déplacer et même de déménager leurs villages onze fois pour faire place aux nombreux volets du P.G.C." (Brunelli 1990:73)

La Banque mondiale concède le prêt de 304,5 millions de dollars au programme Grand Carajás suite à un accord entre le C.V.R.D. et la FUNAI qui garantissait la protection des Autochtones lors de la mise en branle du programme. Que la Banque mondiale, la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) et le C.V.R.D. s'engagent à oeuvrer pour la protection de populations indigènes de la région est un pas dans la bonne direction. Le problème vient surtout du fait qu'ils se parent de beaux discours à propos de l'inquiétude que provoquent les grands projets sur la vie et la culture indigène, pour ensuite oublier de s'assurer que les demandes soient respectées. Évidemment cette panoplie de beaux discours s'engage complètement dans l'optique d'une amélioration des relations publiques internationales

En étudiant en profondeur les actions de la FUNAI et du C.V.R.D., nous pouvons déduire que loin de garantir l'intégrité culturelle et territoriale des Autochtones, elles tentent surtout d'accélérer le processus d'intégration à même la structure économique et sociale du programme Grand Carajás.

...the C.V.R.D./FUNAI scheme is a mechanism to integrate the Indians into the Carajas program and can be understood as part of an assimilation ideology. (Brunelli 1990:74)

Pour soi disant compenser la perte des Autochtones, on leur attribue de nouveaux territoires et des compensations financières, qui en soi sont complètement étrangères à leurs normes et coutumes sociales et qui plus souvent qu'autrement viennent perturber le mode de vie et leur organisation sociale traditionnels. Comment une organisation de protection des Indiens telle que la FUNAI peut-elle alors affirmer qu'elle répond à son mandat de protection des peuples indigènes de l'Amazonie? N'a-t-elle pas comme responsabilité de s'assurer que les modes de vie et les cultures traditionnels soient préservés? La déforestation et l'occupation de l'Amazonie devraient la préoccuper. Après tout, la forêt n'est-elle pas la garantie de survie des traditions et de l'existence des Indiens.

Ce qu'il faut surtout retenir de cette période de grands projets c'est que l'industrialisation accélérée des années soixante-dix n'a qu'aggravé les inégalités et la distribution des richesses à l'intérieur du pays. Le modèle choisi par le gouvernement militaire après le coup d'Etat de 1964 a fortement favorisé les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie urbaine. Sans oublier que le modèle a également contribué à la montée des problèmes ethniques ainsi qu'au déséquilibre spatial entre les différentes régions du pays.

Seule une petite partie de la population a pu accéder au modèle de consommation et de niveau de vie des pays capitalistes occidentaux. L'écart n'a jamais cessé de s'élargir entre ceux qu'on peut identifier comme les bénéficiaires du Miracle et le reste, soit la majorité de

la population brésilienne. Elle, et elle seule paye le prix de la croissance qu'a opérée le pays sur le dos des créanciers étrangers.

Les réseaux d'échanges établis entre le Brésil et les sociétés capitalistes ont été soumis à des mécanismes de domination et de dépendance. Ils ont nourrit les déséquilibres sociaux, économiques, culturels, politiques et même idéologiques à l'intérieur du pays. Selon Zantman (1990:52), le Brésil traverse depuis le début des années quatre-vingt l'une des plus profondes crises économiques et sociales de son histoire. Notons par exemple, l'ampleur de la dette, la dépréciation de la monnaie, baisse du pouvoir d'achat et l'extrême inégalité de la répartition des richesses et des revenus. Il est donc évident que le **Miracle** brésilien n'appartient plus qu'au passé...

Les rapports établis entre l'Etat brésilien, la bourgeoisie compradore et les corporations de capitaux étrangers, ont favorisé et accéléré les mécanismes de dépendance qui caractérisent présentement le Brésil. La pénétration du capital étranger dans un pays se fait rarement au bénéfice d'un pays en développement, qu'il soit considéré ou non comme un nouveau pays industrialisé. L'exploitation du Brésil par les grands pays industrialisés n'est-elle pas la première étape vers une domination de l'espace par le capitalisme mondial?

Il ne faut surtout pas oublier qu'encouragés par les politiques de développement du gouvernement militaire et appuyés, comme la recherche le démontre, par les programmes d'aide des gouvernements étrangers et par les diverses institutions financières (BM, FMI, IADB), les grands projets se sont établis, affectant sur leur passage, les multiples communautés indigènes de la forêt amazonienne.

Bien que les politiques mises en oeuvre par le gouvernement militaire ont accéléré la croissance économique pendant les années 1967 à 1973, elles doivent absolument être analysées dans un contexte global, soit celui de l'intégration de l'Amazonie à la communion nationale et celui de l'insertion du Brésil dans le système capitaliste mondial.

De toute façon, une chose est certaine, les mégaprojets en Amazonie se sont menés sans égard pour les populations vivant dans la forêt. La démarcation des terres indiennes est présentement l'objet d'enjeux politiques et économiques importants. Deux alternatives se présentent aux population qui sont en contact avec la société nationale: l'extermination à plus ou moins long terme ou l'intégration qui résulte en une assimilation complète et finale.

Pour saisir l'importance il convient de souligner que les peuples indigènes de l'Amazonie sont en fait une sorte d'entité en tant que groupes ethniques distincts du reste de la société brésilienne. La domination et la dépendance qui caractérisent les relations entre le Brésil et les grandes puissances capitalistes, sont en fait également reproduites sur le sol amazonien, entre l'Etat et les populations indigènes de la région.

Il est évident que le développement économique de l'Amazonie bouleverse la vie quotidienne et le milieu naturel des peuples de la forêt. Mais comme nous l'avons souligné tout au long du chapitre, l'Etat brésilien considère toujours qu'il doit faire tout ce qui est dans son possible pour développer le pays, quelques soient les répercussions. C'est pourquoi la question indigène brésilienne demeure très complexe et délicate.

Maintenant que nous avons déterminé par quels moyens le système capitaliste s'est intégré à l'intérieur de l'Amazonie, le prochain chapitre tente d'éclaircir les mécanismes par lesquels le capitalisme, qui se veut d'abord et avant tout un mode de vie, une vision du monde et un système politico-économique, manace les modes d'existence traditionnels. En essayant de moderniser les populations autochtones, il façonne de nouvelles identités et met en place de nouvelles institutions politiques, sociales, culturelles et économiques.

De façon générale, nous tentons de voir quelles ont été les conséquences des grands projets de développement tout en gardant en tête notre idée de base selon laquelle nous assistons présentement à la redéfinition de l'espace amazonien et cela à travers le renversement de l'ordre traditionnel.

Essentiellement nous devons déterminer en quoi consiste l'ordre traditionnel des populations autochtones, c'est-à-dire les formes d'utilisation et d'occupation de l'espace. Par la suite il faut aussi déterminer par quels mécanismes on tente de les renverser. Mais surtout, le prochain chapitre veut démontrer que la redéfinition de l'espace amazonien a un impact direct sur les communautés traditionnelles.

CHAPITRE 3

LE RENVERSEMENT DE L'ORDRE TRADITIONNEL

Au début du XVI^e siècle la population autochtone du Brésil était estimée à plus de cinq millions. La conquête des territoires et les multiples maladies et épidémies se sont vite occupées de décimer les Indigènes et leur culture. Actuellement, la majorité des communautés traditionnelles se retrouvent en Amazonie, et on ne compte plus qu'à près de 150 000 Indiens (Amnesty International 1988a:1).

Certains peuples n'existent plus, et plusieurs autres sont incontestablement en voie d'extinction. Au cours des cinq derniers siècles, ils n'ont pas eu de moment de répit. On mentionne les maladies, l'esclavage, le métissage, la perte forcée de leur culture et de leur religion ou bien la violence physique. Bien qu'on ne parle plus d'évangélisation et de miscigénération, le problème n'est pas pour le moins résolu. Le danger demeure toujours, mais sous la forme d'une foire d'empoigne sur l'Amazonie, occupée présentement par diverses communautés traditionnelles.

Le visage de l'Amazonie est actuellement redessiné et le choc provoqué par l'expansion du capitalisme se ressent facilement. Au nom du développement les intérêts économiques nationaux et internationaux déterminent la nouvelle occupation. Elle se dirige vers la destruction et l'extermination des dernières cultures traditionnelles existantes.

La mise en valeur de l'Amazonie et son intégration dans le système capitaliste présentent un défi à la société brésilienne: **la survie de l'Indien**. Une dualité ou plutôt une contradiction s'imprègne au coeur même de l'Amazonie. En effet, comment l'ordre traditionnel et les mécanismes de création d'un nouvel espace peuvent-ils être mis côte à côte pour l'avancement de la société nationale?

L'actualité de la question autochtone nous amène à vouloir démontrer que les Indiens n'ont réellement aucune place à l'intérieur de la société nationale brésilienne. Bien que celle-ci tente par tous les moyens de les intégrer à la communion nationale leur place ne sera déterminée que par une destruction complète de leur culture et de leurs modes de vie traditionnels entraînant finalement leur marginalisation.

On se souvient que le système capitaliste pour survivre doit nécessairement produire un nouvel espace, dans l'optique présente, on se réfère à l'espace amazonien . Comment arrive-t-on à cette nouvelle production? En fait, l'Etat brésilien doit obligatoirement intégrer ou briser l'espace précédent en reproduisant le sien. Le problème se pose particulièrement par le fait que l'espace ne se délimite pas seulement physiquement, il marque encore davantage, comme le souligne Brunelli (1990:78), l'espace social et idéologique.

...la création d'un nouvel ordre planétaire est accomplie en brisant l'espace précédent, en détruisant la pratique et la conception d'un espace local d'intérêt privé et soumis aux objectifs particuliers des agents [traditionnels] de la production de l'espace.

On doit donc démanteler toutes les formes traditionnelles d'occupation et d'utilisation de l'espace. Etant donné que la présence des Autochtones est vue comme une entrave au développement économique, on comprend aisément lorsque Becker (Brunelli 1990:78) affirme que la production de l'espace global/fragmenté détruit l'ordre traditionnel.

...on peut voir de nouveaux venus, finalement maîtres de l'espace débarrassé de ses anciens habitants, qui bâtissent de nouvelles relations politiques, sociales et économiques tout à fait différentes de celles qui composaient la trame traditionnelle.

La relation Indiens/Blancs ne s'est jamais jouée sur un pied d'égalité et s'est traduite plus souvent qu'autrement, par l'extermination ou la domination des Indiens. La société nationale dans son mouvement d'expansion détruit l'ordre traditionnel par l'agression physique, culturelle et territoriale. En plus du démantèlement des systèmes tribaux, Schneider (1989:49) affirme que plusieurs cas de morts violentes et d'assassinats ont été dénombrés, il souligne le massacre des Indiens Ticuna:

On March 28, a timber merchant's thugs attacked a group of unarmed Ticuna Indians. At least 12 Indians (including some children) were shot and killed and 23-27 Ticuna (including women and children) wounded.

Pourtant en méprisant profondément les racines indigènes de sa nationalité, la société brésilienne en voulant intégrer les Indiens à la communion nationale ne tente-t-elle pas seulement de les transformer en objet de marginalisation?

Tout en démontrant en quoi consiste l'ordre traditionnel des populations indigènes de l'Amazonie, la problématique du chapitre tente essentiellement d'expliquer par quels mécanismes l'establishment brésilien, les multinationales et les institutions de financement du développement et autres, tentent de renverser, à un rythme effarant, les formes traditionnelles d'occupation et d'utilisation de l'espace.

Notre réflexion portant entièrement sur les populations indigènes de l'Amazonie brésilienne, il est nécessaire, avant de pousser plus loin la réflexion, de connaître et de comprendre leur position à même la loi brésilienne. Le Statut de l'Indien établi en 1973 (Coon 1983), énonce selon l'article trois, les définitions suivantes:

- I- Indien ou Sylvicole- est tout individu d'origine ou descendance pré-colombienne qui s'identifie et est identifié comme appartenant à un groupe ethnique dont les caractéristiques culturelles le distinguent de la société nationale.

- II- Communauté indigène ou groupe tribal- est un ensemble de familles ou communautés indiennes vivant soit en état de complet isolement en relation aux autres secteurs de la communauté nationale, soit en contacts intermittents ou permanents sans toutefois y être intégrés.

Qui sont réellement les populations autochtones de l'Amazonie? Nous les considérons comme les descendantes des habitants d'origine du Brésil. Plus important encore, elles ont des cultures, religions et des modes d'organisations économiques et sociales qui diffèrent beaucoup de la société nationale. Bien qu'elles soient diverses, elles conservent toutes un fort sentiment d'appartenance à une culture distincte essentiellement caractérisée par un rapport particulier avec la terre.

Quelles que soient les diverses façons de définir le concept de population autochtone, nous retenons surtout les formes traditionnelles qui sont à la base de leur société, mais plus important encore, leur vision holistique par rapport à l'environnement qui les entoure.

Cette vision holistique qui explique la relation entre l'Etre, l'Univers et le Créateur, s'accompagne d'un respect de la création, du respect des connaissances et de la sagesse, du respect de la dignité et de la liberté d'autrui, du respect de la qualité de vie et de l'esprit et du respect du mystérieux (Newhouse 1993:94). Les Indiens de l'Amazonie se distinguent de la société nationale, par les perceptions qu'ils ont d'eux-mêmes par rapport à la nature et au monde qui les entoure.

3.1 Espace traditionnel

Tandis que les peuples autochtones de l'Amérique semblent être plus ou moins bien adaptés à la société d'où ils sont issus, le contraste est beaucoup plus marqué en Amazonie. En fait, les Indiens de l'Amazonie sont encore ancrés dans leurs modes de vie traditionnels. Bien que la majorité des communautés ont eu certains contacts avec la société nationale, il y en a pour qui l'existence de celle-ci est complètement passée inaperçue. Avant de démontrer par quels mécanismes les espaces traditionnels sont démantelés, il est important de comprendre les fondements essentiels à la survie des communautés indigènes.

Bien que le Brésil compte plusieurs groupes indigènes différents, ils ont tous quelque chose en commun. L'ordre traditionnel est inhérent pour tous les Indiens. Leur identité, leur

organisation sociale et leur vie en tant que communauté se base entièrement sur des formes traditionnelles de vie et d'organisation sociale. Ils communient intimement avec le **cosmos**. L'espace ou l'environnement naturel dans lequel vivent les Indiens est en soit l'essence même de leur existence et de leurs imaginaire.

Non seulement la relation entre les communautés Indiennes et la forêt est complexe, elle représente tous les aspects de leurs sociétés, c'est-à-dire leur culture, leur spiritualité et la base de leur survie et de leur continuité. Le respect de la terre est très important, et les Indiens ne sont pas prêts à baisser les bras, et tant bien que mal, ils tentent par tous les moyens de défendre leur droit à la terre, au détriment selon certains, de l'avancement de la société nationale. Tous les groupes indigènes de l'Amazonie sont liés à certaines croyances qui expliquent leurs origines et l'origine de l'univers. Ces liens amènent l'unification entre les communautés et le reste de la nature. Comme l'explique Reichlen (1987:9):

...attachés à leur univers, se transmettant de génération en génération toute une littérature orale: grands mythes fondateurs, espoirs messianiques qui expliquent leur résistance aux spoliations des terres...

Il faut porter la réflexion un peu plus loin, et comprendre que toutes leurs demandes, soient le respect de leur propre identité et leur culture, de leur autonomie politique, et plus que tout, de leur survie, ne dépendent pratiquement que de la terre, qui de droit leur appartient. Les propos de Davis en souligne l'importance:

The relationship between Indian communities and their lands is both complex and intimate. It is bound up with the use of economic resources, the practices of indigenous religion and the organization of social life. The land of the Indian communities cannot be perceived as a commercial good. Instead it must be understood as a spatial continuum, an indissoluble complex including economic resources and critical areas of Indian culture and society. (Davis 1988:5)

Ce qu'il faut finalement expliquer, c'est qu'en dépossédant les populations indigènes de leurs terres, différentes répercussions autant physiques que psychologiques se répercutent sur le bien-être des communautés, et que très souvent, cela mène au démantèlement de la culture et plus radicalement encore, à l'extinction de certaines sociétés.

Comment peut-on définir la culture autochtone? Il est important de mentionner les différentes composantes que nous prenons en considération pour définir les éléments culturels des populations autochtones. Pour les fins théoriques du travail, la culture est: "l'ensemble des solutions originales qu'un groupe d'hommes inventent pour s'adapter à son environnement." (Verhelst 1987:30) A première vue cette définition semble limitée, pourtant de notre point de vue, elle inclut essentiellement tous les aspects de la vie humaine. Ce qui comprend les diverses connaissances, la religion, les mentalités, l'idéologie, la langue, les coutumes alimentaires et vestimentaires. On parle également du contexte socio-économique et politique et du mode autochtone de prise de décision et d'exercice de pouvoir.

Une chose est certaine, la culture autochtone est gravement affectée par l'établissement du nouvel espace amazonien. Il est évident que les multiples mécanismes aliénateurs du

capitalisme les menacent. On assiste à des transformations économiques, socio-culturelles et politiques, provoquées par l'avènement des grands projets, qui s'infiltrant dans le tissu des sociétés autochtones et qui se répercutent dans toutes les facettes de la vie sociale.

Les pressions d'acculturation se font fortement sentir. L'ouverture de la frontière a amené les contacts avec les missionnaires, un système d'éducation différent, l'intégration à l'économie de marché et l'étendue des communications de masse et plusieurs autres influences urbaines. À la limite, l'acculturation peut définitivement amener à l'assimilation complète d'une communauté indigène lorsque, par exemple, celle-ci adopte la langue, les institutions et les caractéristiques culturelles de la société nationale. Le problème vient surtout du fait que certains groupes assimilés peuvent en venir à oublier leur propre identité culturelle.

Selon Shelton Davis (World Bank 1993:2), ces mécanismes résultent en conflits de générations entre les aînés, qui possèdent et transmettent tout le savoir traditionnel, et la jeunesse, qui est éduquée selon le système "moderne" et qui est plus disposée à accepter les influences de la modernité. Les changements sociaux sont d'autant plus profonds qu'ils sont si différents et éloignés des relations sociales traditionnelles que l'on retrouve chez les populations indigènes.

Malheureusement, aujourd'hui plus que jamais, l'Amazonie est une terre de prédilection de l'essor capitaliste. Le rapprochement entre la terre comme espace vital et le système capitaliste est indéniablement caractérisé par de multiples conflits. Au nom du capitalisme, les terres autochtones sont présentement envahies par les colons, les propriétaires

terriens, les travailleurs de construction, les chercheurs d'or et les compagnies minières. Il y a pire encore, les peuples indigènes n'ont reçu que très peu ou quasiment aucune protection de la part de l'Etat national. Pour certains leaders autochtones, le capitalisme signifie:

...It means the destruction of our cultures, it creates social problems, it destroys the flora, the fauna and fish, it causes deforestation and it contaminates the rivers. [...] For all these reasons, the indigenous peoples are not going to abandon their lands, and because we do not have the support of outsiders who are in solidarity with our people, it is certain that there will be bloodshed. (Davis 1988:3)

Le mouvement expansionniste implique une rupture drastique des formes traditionnelles d'utilisation et d'occupation de l'espace amazonien. L'arrivée des nouveaux occupants rend la rencontre de deux différentes cultures inévitable. Dans la plupart des cas, les Autochtones ne sont pas préparés à subir le choc de la rencontre des cultures, et l'affrontement devient alors intransigeant. En fait, le contact avec la société nationale a des conséquences désastreuses.

Contact with non-Indian society has introduced into the communities diseases which were previously unknown to them and to which they have no natural immunity, in many cases decimating their numbers. Decimating the fish, game and forest products which are central to the Indians' diet and vital part of their hunter-gatherer and farming culture. Many are experiencing serious nutritional deficiencies and are being forced to adopt non-traditional economic activities in order to survive, producing goods for an external market over which they have no control. The traditional social structure of the communities is being undermined as the money-based economy allows individuals to acquire disproportionate status and power, and the community-based culture of the tribe is replaced by principles of profit and capital accumulation. (Treece 1987:8)

Il est difficile de concevoir que l'appropriation des territoires autochtones peut si drastiquement décimer et déraciner des populations entières. Cependant, toutes les manifestations socio-culturelles révèlent le lien intime qui relie la forêt à la vision autochtone du monde. L'Indien considère qu'il ne fait qu'un avec la nature. Selon Reichlen, cette cosmologie de l'Univers nécessite des usages, des rites, des fêtes, des offrandes et des cultes, qui sont tout à fait reliés à l'importance de la nature en tant qu'espace de survie. Elle procure les aliments, préside à la fertilité et la fécondité. Elle est en fait aussi indispensable que l'air qu'on respire. Le chef Kayapo, Bep Koroti Payakan en exprime très bien son importance :

...La forêt vierge est pour les Indiens la même chose que l'Université. Les Indiens y apprennent la médecine et deviennent des soignants, ils y construisent leurs maisons, y cherchent leur nourriture, y célèbrent leurs fêtes, y cherchent les plantes qui guérissent pour soigner leurs maladies, ils vont y chercher leurs ornements pour célébrer leurs fêtes et leurs traditions (CETIM 1990:120).

Les enjeux introduits par la déforestation en Amazonie impliquent la perte d'un savoir qui est inhérent aux peuples de la forêt. L'Indien est un véritable écologiste. Il connaît intimement la forêt, chaque arbre, chaque cours d'eau, une diversité d'espèces végétales et animales. Son mode de vie est totalement compatible avec la survie de la nature et de la forêt. Depuis des milliers d'années les populations indigènes ont su développer une profonde compréhension et acquérir de vastes connaissances qui leur permettent de vivre sans épuiser leur environnement naturel.

These communities are the repositories of vast accumulations of traditional knowledge and experience that links humanity with its ancient origins. Their disappearance is a loss for the larger society, which could learn a great deal from their traditional skills in sustainably managing very complex ecological systems. (World Commission on Environment and Development 1987:114)

Toute la stabilité de la tribu, sa cohésion sont basées sur le monde mythique qui trouve par l'instar même ses fondements dans la nature. La terre et les ressources naturelles en plus d'être à la source de la survie, se veulent l'établissement d'une certaine sécurité morale.

La société capitaliste est en fait caractérisée par la valeur qu'on porte à l'appropriation de territoires. La terre devient une marchandise propre aux transactions commerciales. Intégralement, elle devient l'objet de conquête. D'où la vulnérabilité des communautés indigènes.

Comme nous l'avons amplement souligné, les Autochtones attachent une valeur significative à la terre, par le fait même, ils ne peuvent point concevoir une division de la nature qui la transformerait en un objet de possession. Ce qui d'une façon explique qu'ils ne soient pas toujours prêts, contrairement à ce que plusieurs veulent bien croire, à faire des profits par la vente de leur territoire. Cette perspective se veut incontestablement source de conflits.

Land to the indigenous people represents more than a commodity to be bartered back and forth to maximize profit. For many indigenous people, land is the seat or spirituality.[...] To separate the indigenous people from the land traditionally held by us is to pronounce certain death for we will either die physically, or our mind and bodies will be altered in such a way that we will mimic the foreigners' way, adopt their language, accept their thoughts and build a foreign prison around our indigenous spirit which suffocates rather than allows for the flourishing of our spirit. (Davis 1988:5)

Non seulement les territoires occupés par les populations indigènes sont pourvus d'un amas incroyable de richesses naturelles, ce qui ne peut qu'attirer les prôneurs de l'avancement de la société nationale. Mais pire encore, sans le vouloir, les communautés indigènes passent de l'avant et dans le temps de le dire, doivent sauter des siècles pour se retrouver dans l'univers de la société nationale. Hébert (1990:44) met beaucoup d'emphasis sur cette dimension.

Toute la région de la Tocantins qui, jusqu'en 1960, ne connaissait comme moyen de transport que la pirogue et la barque à moteur [...] voit affluer journellement voitures, camions, bulldozers, excavatrices, grues, hélicoptères et jets...

On conclut aisément qu'en soi, l'Indien est un être libre. Son imaginaire social va à l'encontre de celui des sociétés occidentales ou capitalistes. L'Indien a besoin d'espace non pas par caprice mais bien pour alimenter la source de sa survie et celle des siens. L'apparition des réserves indiennes a bien sûr permis le prolongement des formes traditionnelles chez les différentes communautés indigènes, là n'est pas le problème. Il réside plutôt dans la destruction de la forêt, la perte de territoires et dans le non-respect de la démarcation physique des réserves.

A maintes reprises, les limites des réserves se voient diminuées, et plusieurs territoires reconnus comme appartenant aux Autochtones sont confisqués ou tout simplement envahis pour le bien des grands projets de développement.

En plus l'invasion des réserves compromet vivement la survie des Indiens, que se soit par la destruction des moyens de subsistance traditionnels, la dégradation de l'environnement naturel ou la transmission d'épidémies et de maladies. Les nouveaux occupants polluent les rivières dans lesquelles ils pêchent, l'eau dans laquelle ils boivent et se baignent (CETIM 1990).

Cette destruction de l'espace vital indigène est en fait la conséquence inévitable des politiques actuelles de développement économique introduites par le gouvernement brésilien au nom de l'avancement vers le capitalisme. Non seulement ces politiques contribuent à détruire la demeure physique et spirituelle des peuples de la forêt, mais elles participent également à la décimation de toutes les sociétés qui dépendent de la forêt amazonienne.

Il nous faut réaliser que les populations indigènes ont un rôle vital à jouer dans l'inversement des multiples mécanismes de dépérissement de la forêt amazonienne. Non seulement leur vision holistique par rapport à l'environnement exige le respect des terres et des forêts, mais selon les Nations Unies, les méthodes traditionnelles de cultures favorisent la protection des sols et de la diversité biologique.

Selon le principe 22 de la Déclaration de Rio, les populations autochtones, leur savoir traditionnel et leurs pratiques de gestion des ressources peuvent jouer un rôle dans les processus du développement durable (CRDI 1993:87). Le principe énonce clairement que les Etats devraient reconnaître l'identité, la culture et les intérêts des communautés indigènes.

Pourtant les contributions des peuples indigènes de l'Amazonie, que ce soit sur le plan médicinal ou sur celui du développement durable, loin d'être prise en compte, sont généralement dénigrées ou même écartées comme n'étant que simples traditions.

En conclusion, la survie des populations autochtones est indissolublement liée au sort que l'on réserve à leurs terres et à leurs ressources naturelles. Elles estiment qu'elles doivent avoir accès à l'auto-détermination et à l'auto-gestion de leur destinée. Non seulement le gouvernement brésilien devrait protéger les terres autochtones, mais il devrait également renforcer la reconnaissance des diverses communautés indigènes de l'Amazonie.

Cependant le thème prédominant du gouvernement brésilien dans le contexte des populations indigènes se base effectivement sur leur intégration. Bien qu'on ne parle plus de massacres sanglants, l'intégration s'est vue tout autant ravageuse. Les communautés se sont retrouvées plongées dans la pauvreté, la maladie et la mort qui accompagnent leurs contacts avec la société nationale. Selon la "World Commission on Environment and Development" (1987:63):

Growing interaction with larger world is increasing the vulnerability of these groups, since they are often left out of the processus of economic development. Social descrimination, cultural barriers, and the exclusion of these groups vulnerable and subject to exploitation. Many groups become dispossessed and marginalized, and their traditional practices disappear. They become the victims of what could be described as cultural extinction.

Habituellement un processus d'intégration implique un choix, pourtant les Indiens du Brésil, comme la majorité des peuples autochtones de l'Amérique, n'ont pas le choix, on les

force à s'intégrer. A défaut de solutions idéales, nous pouvons dire qu'ils peuvent accepter de s'intégrer ou se voir détruire petit à petit jusqu'à l'extinction complète de toutes leurs communautés.

Il serait intéressant de se questionner à savoir si l'intégration amène automatiquement à l'assimilation des Autochtones? En fait, d'une certaine manière l'assimilation permettrait d'oublier leur présence, sinon de la nier. Par le fait même au Brésil, le renversement des formes traditionnelles d'occupation et d'utilisation de l'espace semble se baser en première instance sur **l'intégration des communauté indigènes à la société nationale.**

3.2 Mécanisme d'intégration

Idéalement, l'intégration des populations indigènes à la communion nationale devrait signifier une capacité de préserver intact le caractère distinctif et essentiel de la culture traditionnelle, tout en éliminant les caractéristiques qui pourraient être considérées comme obstacles à la croissance économique.

Pourtant la politique d'intégration des Indiens au Brésil sert des fins beaucoup moins nobles. Elle est en fait l'une des solutions qui a permis d'apaiser la conscience de l'establishment lorsque la communauté internationale a revendiqué la cessation de l'extermination directe et de la flagrante exploitation des Indigènes du pays.

La poursuite des politiques intégrationnistes peut être extrêmement pernicieuse si elle n'est pas accompagnée d'une compréhension profonde des fondations traditionnelles sur lesquelles les sociétés autochtones appuient leur survie. Infortunément, l'idée d'intégration suppose que les modes de vie indigènes sont tout à fait inadéquats et que l'intégration des communautés au reste du pays ne peut qu'améliorer leur qualité de vie.

Jeter un regard dans l'histoire du Brésil nous permet de comprendre un peu plus la situation qui se rapporte à la question autochtone. La première agence pour la protection des communautés indiennes, la SPI (Service de protection des Indiens) a été créée en 1910. La législation énonçait que le gouvernement brésilien était dans l'obligation de protéger les Indiens contre les fronts expansionnistes et de défendre leur vie, leur liberté et leur propriété contre l'extermination et l'exploitation. Cette constitution reconnaissait le droit des Indiens de vivre sur leurs terres et de continuer, sous la tutelle du gouvernement, leurs modes de vie traditionnels.

Sous la direction de Rondon, en 1910, une stratégie de pacification a été introduite afin d'entrer en contact avec des tribus plus ou moins hostiles. On voulait convaincre les Indiens des sentiments bienveillants du gouvernement. Davis (1977:4) explique la stratégie.

Teams of unarmed Indian agents, almost all of whom shared the philosophy and dedication of Rondon, would enter into Indian territories and place machets and mirrors at the entrances of Indian villages. There they would wait patiently, sometimes for weeks or months, until the Indians would come forward and accept the gifts.

Durant cette période, Rondon avait adopté la devise “Die if necessary, but kill never”. Pendant les deux décennies suivant sa création, la SPI a créé 67 postes indiens sur la zone frontalière brésilienne. En plus elle a fait honneur à l’idéal pacifique de Rondon.

L’anthropologue brésilien Darcy Ribeiro (Davis 1977:5) explique que dans la plupart des cas, la pacification se faisait cependant moins dans l’intérêt des Indiens que dans celui de la société brésilienne: “In case after case, Indians accepted the gifts and promises of government agents only to find that their territories were later invaded by rubber collectors, nut gatherers, cattle ranchers, and settlers along the Brazilian frontiers.”

Entre 1900 et 1957, plus de 80 tribus sont entrées en contact et ont été intégrées à la société nationale (Davis 1977:10). Le résultat, dans toutes les régions de l’Amazonie, les Indiens se sont vus décimés par les maladies ou sont devenus une population ethnique marginalisée sur une petite parcelle de territoire. Les communautés intégrées vivaient dans des conditions précaires, elles ont oublié leur langage et leur coutumes traditionnelles pour faire face à la discrimination et l’exploitation. On constate facilement que le mandat de la SPI ne s’est vraiment pas déroulé sans problèmes.

En fait, l’ouverture des territoires indigènes, grâce à la pacification, a été la première étape dans l’exploitation des ressources de l’Amazonie par la société nationale. De la période d’après-guerre jusqu’à la fin des années 1950 la politique des affaires indiennes était liée intimement aux politiques nationales et régionales. Par la suite, des officiers de l’armée en sont venus à assumer les postes de pouvoir de la SPI résultant en une corruption bureaucratique qui malheureusement infectait l’administration de l’agence. Selon Davis (1977:10)

It [l'agence] entrusted several Indian posts to religious missionaries. It tolerated pacification expeditions that were detrimental to the welfare and safety of Indian tribes. [...] In simplest terms, during this period, economic rather than human consideration began to form the basis of Indian policy in Brazil.

Après plusieurs enquêtes sur le Service, une nouvelle agence gouvernementale a été introduite en 1967, la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien). Encore une fois on l'a présentée comme un organisme fédéral de protection. Par son mandat elle exerce une tutelle sur les populations indigènes du pays. Bien que certains employés soient Indiens (Amnesty International 1988 b), il n'y a aucune représentation indienne dans l'administration. Dans son rôle de tuteur elle doit assister les Indiens dans l'exercice de leurs besoins, plutôt que de leur imposer sa volonté. Cependant encore une fois, en pratique il y a eu plusieurs allégations d'abus portées contre elle.

En 1970, la FUNAI a pris une nouvelle direction. La politique indigéniste a été incorporée et exécutée selon le Plan d'intégration national du Brésil. Les communautés autochtones devaient dès lors participer au progrès national en étant intégrées à l'économie du pays. On voulait avec le nouveau modèle intégrer les Indiens le plus rapidement possible dans la structure économique du pays et s'assurer qu'il ne feraient pas obstacle à l'occupation et à la colonisation de l'Amazonie.

Les prémisses de la FUNAI se basent sur les variantes indigènes qui sont réparties en trois catégories, les Indiens intégrés qui sont incorporés à la communion nationale, les Indiens en voie d'intégration, c'est-à-dire qui conservent en partie le mode de vie tribale, et les groupes isolés qui ont peu ou aucun contact avec la société brésilienne. Donc, les objectifs de la FUNAI sont définis par le Statut de l'Indien.

Il est important de comprendre qu'au sens strict, la mission de la FUNAI repose purement et simplement sur la préparation des populations indigènes au choc de la mise en valeur et de l'expansion du capitalisme en Amazonie.

Cependant, plus souvent qu'autrement l'existence des Autochtones sur certains territoires a été mise de côté afin qu'un projet de route, de barrage ou d'exploitation soit mis en branle. En sachant que la FUNAI a pour responsabilité d'émettre des certificats attestant la non-présence des Autochtones dans des régions très précises, on peut aisément conclure qu'elle ne fait que répondre aux exigences du développement économique du pays. Selon Dal Maso (1990:25)

Lorsqu'ils'agit d'un programme d'expansion économique, la problématique indigène est systématiquement ignorée (par les organismes qui exécutent le projet Polonoeste: INCRA, I.B.D.F., l'État et même la FUNAI), malgré les droits de l'Amérindien reconnus par la constitution et son statut juridique spécial. (Del Maso 1990:35)

Il est important de mentionner qu'à mesure qu'elles sont intégrées à la société nationale, les populations indigènes brésiliennes se retrouvent au bas de l'échelle. Elles sont désavantagées dans des domaines tels que l'emploi, l'éducation, les soins médicaux et plusieurs autres services. Si elles se retrouvent dans un milieu urbain, elles sont inévitablement dans des bidonvilles où les facilités sont des plus rudimentaires.

De manière générale les Indiens sont considérés comme étant paresseux et incompetents. Cette perception et ces préjugés ne font que nourrir les attitudes discriminatoires et les obstacles que les Autochtones doivent affronter sur le marché de l'emploi. Darcy

Ribeiro (Davis 1997:5) explique les conditions des communautés qui se sont intégrées à la communion nationale:

...their economic role was that of a reserve labor force, or of specialized producers of certain marketable commodities. They were an unwanted minority, restricted to segments of the lands they had formerly held or cast out fo territory rightfully theirs and forced to roam from place to place.

En fait comme les populations autochtones sont loin d'avoir l'accès désiré aux soins de santé de base, une fois intégrées aux modes de vie de la société nationale, leurs conditions de santé se détériorent très rapidement. C'est pourquoi nous pouvons aisément conclure que les premiers contacts avec la société nationale n'ont apporté, à l'intérieur des communautés indigènes, que maladies et contaminations.

Bien que par le passé la décimation des populations autochtones se voulait la conséquence directe de l'invasion coloniale, il faut admettre que les dernières décennies ont été plutôt marquées par de pauvres conditions d'emploi, d'habitation et d'extrême pauvreté.

In Brazil in this century alone at least 87 Indian groups have become extinct as a consequence of contact with outsiders. (Burger,1987:24)

On constate facilement que bien que l'égalité au Brésil soit proclamée par la loi, la discrimination est constamment présente. En ce qui concerne les populations autochtones une notion persiste. En fait, dans la législation brésilienne, les indigènes sont considérés comme étant incapables de s'administrer par eux-mêmes, et vivent légalement sous un système de tutelle¹.

En bref, entre 1970 et 1985, la politique indigéniste brésilienne a été insérée avec les politiques économiques de développement du régime militaire. Elle est en fait caractérisée par un processus d'ethnocide intense. Quand l'Indien est expulsé de son territoire, quand la base traditionnelle de son système de vie est anéantie, il se retrouve dans un univers où il ne peut plus vivre en Indien. Les relations de dépendance s'établissent alors peu à peu. Les valeurs de la société nationale s'imprègnent: individualisme, profit, argent et consommation. S'il réussit à survivre physiquement, il sera inadapté et marginalisé. Loin de vouloir parler de développement les communautés autochtones de l'Amazonie parlent surtout de **survie**.

1. The Civil Code of Brazil defines the Indian as incapable and under the guardianship of the Union whose delegated authority is the National Indian Foundation (FUNAI). The Indian is defined as a ward who must be led progressively and harmoniously towards integration with the wider society. (Burger, 1987:29)

3.3 Peuple en sursis

Petit à petit, les populations indigènes voient se placer, sur les frontières de leur existence, des limites implacables. Une série uniforme de restrictions imposées par l'intrusion d'une société capitaliste dominante. Les nouvelles matrices économiques et sociales qui se fauillent à travers l'espace traditionnel affaiblissent et menacent sérieusement la force et la résistance culturelle et économique sur lesquelles la vie autochtone s'articule.

La menace du capitalisme est tout autant économique que sociale. Pendant que l'asservissement des terres et des ressources et que l'imposition du capitalisme mettent en péril les manières de vivre des indigènes, certaines implications viennent se répercuter à travers le tissu social des sociétés. Sans une économie qui fonctionne pleinement et qui assure certains moyens d'existence, la culture traditionnelle court le danger de s'effondrer.

Nous voulons terminer notre réflexion en évoquant et en analysant les diverses interférences introduites au sein de l'espace autochtone par le mouvement d'expansion du système capitaliste. Il sera donc question des impacts et des transformations socio-économiques qui en découlent.

La perspective de la création d'un nouvel espace amazonien néglige la dualité entre l'ordre traditionnel et l'expansion capitaliste. Comparativement aux bénéfices obtenus, le prix à payer est très cher, autant du point de vue économique, social, qu'écologique. Parmi les conséquences les plus directes, on note la pollution, la concentration des terres, l'accroissement des tensions sociales et ethniques, la violence et la destruction des cultures autochtones.

L'invasion et la destruction des forêts, introduites inévitablement par l'établissement des grands projets, signifient la perte de territoires et donc d'une certaine sécurité chez les communautés traditionnelles. Dans plusieurs cas, les populations indigènes amazoniennes sont obligées d'abandonner leur style de vie traditionnellement nomade et se retrouvent dépendantes de l'aide officiellement assurée par la FUNAI.

Habituellement, les contacts continus avec la société nationale brésilienne marquent l'abandon des activités économiques traditionnelles et la réorganisation des structures sociales et politiques de la communauté. Selon Goehring (1993:49):

Contact with the dominant societies among which they live has eroded the need for many traditional aspects of life, rendering them redundant. No Indigenous society has remained immune to the effects of catastrophic change imposed upon its traditional lifeworld. No Indigenous society anywhere in the world has retained the entirety of its traditional ways of life into the present. Nowhere today does any traditional economy of any Indigenous People exist that is viable in its entirety.

L'apparition de divisions à l'intérieur des communautés n'est pas rarissime. L'introduction aux schèmes de l'économie de marché, qui s'accompagne du désir d'accumulation de richesses personnelles, prend désormais priorité sur les activités traditionnelles de subsistance qui occupent habituellement toute la communauté.

Contrairement à la société dominante, les demandes de l'économie industrielle vont à l'encontre des croyances et des valeurs des sociétés indigènes. Comme la vision industrielle ne fait pas vraiment partie de leur réalité, elles doivent faire face à des compromis contradictoires auxquels elles ne sont pas vraiment préparées.

Selon Brunelli (1990) certains peuples nomades de chasseurs-cueilleurs ont découvert et ont dû se conformer, du jour au lendemain, aux conquêtes technologiques accumulées en des siècles d'expérience et de savoir par la société occidentale. Pour la plupart des populations indigènes, la viabilité des moyens traditionnels d'occupation et d'utilisation de l'espace n'existe plus que par la mémoire collective des aînés.

Il est d'ailleurs important de mentionner que les projets d'éducation auxquels sont assujetties les communautés indigènes, ne tiennent pas compte et ne respectent pas les traditions culturelles. On relègue les méthodes de travail et les besoins des Indiens au dernier plan, sans se soucier des conséquences intrinsèques que peut introduire la disparition d'un système traditionnel. L'intégration culturelle, économique et sociale à la société nationale ne favorise aucunement l'indépendance et la sécurité des Indiens, encore moins l'identité distincte des communautés traditionnelles.

En fait, l'intégration des communautés autochtones s'accompagne toujours de racisme et de discrimination. Dans la majorité des cas, les Indigènes doivent forcément se concilier aux réalités de leur nouvel environnement, cependant ils se retrouvent encadrés dans un système qui les marginalise, et ne peuvent donc participer pleinement aux dynamismes de la société nationale. Goehring (1993:50) explique cette logique:

Easily identifiable as racial and ethnic minorities, Indigenous Peoples find they are not welcomed as full participants in the dominant societies of which they are now expected to become a part. They find themselves profoundly isolated from the mainstream that has consistently failed to accommodate them.

Parmi les multiples conséquences de l'établissement des grands projets, la plus mesurable consiste assurément au démantèlement de l'espace territorial. Encore aujourd'hui, les communautés indigènes perdent d'énormes territoires pour fournir au capitalisme les conditions essentielles à sa reproduction. Selon Brunelli (1990:78)

Si les terres traditionnelles yanomamis s'étendaient sur plus de neuf millions d'hectares et sont réduites maintenant à un peu plus de deux millions d'hectares, il sera aisé de comprendre que le P.C.N. a signifié pour les Yanomamis une perte nette de sept millions d'hectares.

On s'aperçoit très vite que la terre est en soi l'élément central de toutes les préoccupations indiennes du Brésil. Elle se veut en fait le point de focalisation de leur mobilisation. Comme nous l'avons déjà mentionné, la terre est en fait leur moyen de production, et donc à ce titre elle devient l'espace de survie économique.

La démarcation des terres demeure la principale inquiétude des Indiens de l'Amazonie brésilienne. Ils veulent que l'Etat reconnaisse que la terre leur appartient tout en leur assurant le droit de contrôler les ressources qu'elle détient. Sous la loi brésilienne, toutes les terres indiennes devaient être démarquées et tracées depuis 1978, mais comme le souligne MacDonald (1991:8): "...two-thirds of all Indian lands have still to be officially demarcated."

Notamment, les intérêts commerciaux tentent constamment d'exploiter les terres traditionnelles des populations autochtones. Par le fait même, les disputes sur le droit de propriété des terres et des ressources continuent d'alimenter les tensions sociales et ethniques en Amazonie.

On doit également noter comme impact des grands projets, le démantèlement de l'espace des relations sociales, économiques et politiques, en plus de la destruction de l'univers symbolique qui motive la vie en société chez les communautés traditionnelles.

Une des conséquences sociales des plus visibles est introduite par les déplacements de populations. En 1975, la compagnie Electronorte a relogé plus de cinq mille familles situées sur un emplacement destiné à l'investissement (Hébert 1990:43). Ces déplacements de populations entraînent la rupture des liens de voisinage, des relations de production, des pratiques collectives, des fêtes et rites religieux. Toutes les racines de l'organisation sociale des communautés doivent être laissées derrière en même temps que les sépultures familiales.

Les relations sociales sont aujourd'hui marquées par la corruption et la cooptation de certains leaders autochtones. Les grandes compagnies et certains représentants de l'Etat n'hésitent aucunement à utiliser tout ce qui se trouve à leur disposition pour briser la solidarité des communautés. Il faut cependant admettre que l'attrait des biens de consommation occidentaux alimente, et c'est tout à fait normal, certains sentiments individualistes inconnus des sociétés traditionnelles.

Brunelli explique (1990:79) que certains leaders Kayapos, peuple habituellement en faveur de la conservation du patrimoine traditionnel, ont poussé la connivence avec les secteurs commerciaux de la société nationale tellement loin, qu'à un certain moment toute une communauté s'est vue divisée en deux groupes en opposition, obligés de se séparer l'un de l'autre.

L'organisation politique des communautés autochtones est également perturbée par l'établissement de grands projets de développement. D'après Hébert (1990) le nouveau capital qui s'implante tient constamment à s'assurer le contrôle des activités et du territoire, et place donc les commandes du pouvoir local entre les mains d'administrateurs loyaux. Simultanément certains réseaux de pouvoir se créent en détruisant du même coup les rapports déjà existants.

Du point de vue économique, on assiste à la prolétarianisation des populations indigènes. En effet, les communautés qui vivaient d'auto-suffisance tout en pratiquant le troc, échangeant leur travail pour certaines marchandises, se sont vues engagées dans des relations de salariat. Désormais tout s'achète et se vend. L'argent s'interpose et devient l'élément central des réseaux d'échange. La vie en communauté se modernise et s'uniformise à celle de la société nationale. De l'auto-suffisance assurée, les sociétés traditionnelles passent à l'attrait de la consommation mais sans jamais avoir de garantie de paiement. Alors, petit à petit, avec l'apparition du chômage, des intérêts usuraires et de l'endettement, la relation de dépendance se développe. De ce fait, la pauvreté se présente, amenant avec elle, la faim, les maladies...

Goehring (1993:54) présente un tableau de certaines dichotomies qui démontrent amplement la dualité qui existe entre l'espace traditionnel et l'implantation d'un espace capitaliste. Malheureusement, l'Amazonie se voit présentement le siège privilégié de cette confrontation.

Assurément, la société capitaliste s'érige autour de la domination de la nature, qu'elle considère d'ailleurs comme une simple ressource qui lui appartient de toute façon. Quant à elles, les populations autochtones considèrent qu'elles appartiennent à la terre et qu'elles se doivent logiquement de vivre en parfaite harmonie avec la nature, la considérant comme seule source de vie.

D'un autre côté, tandis que le monde moderne n'aspire qu'à une économie à l'échelle mondiale et aux valeurs pernicieuses de l'individualisme, l'univers traditionnel s'encadre dans un système économique à petite échelle où toute la communauté se focalise à partir de l'éthique et des liens collectifs.

Alors que l'on reconnaît aisément la société dominante par sa structure sociale rigide et formelle, par ses institutions permanentes, ses traditions écrites et son monothéisme, les sociétés traditionnelles se distinguent par leur flexibilité, leur fluidité et leur transparence. Leurs traditions orales sont à jamais inscrites dans la mémoire collective de la communauté ou les divinités mystiques s'imprègnent de la nature grâce à leur philosophie panthéiste.

Les multiples impacts engendrés par la dualité, auxquels fait face l'ordre traditionnel par l'établissement des grands projets de développement, fixent les populations autochtones de l'Amazonie dans une situation incertaine et fragile.

En bref, afin de pouvoir survivre, les populations indigènes de l'Amazonie doivent s'adapter aux demandes de l'économie capitaliste tout en absorbant les besoins perceptibles

de la société nationale. Plus capables de vivre selon leurs traditions et leur culture, elles quittent les réserves pour la vie urbaine et s'assimilent à la culture dominante.

Les grands projets de développement en Amazonie ont définitivement marqué la dépendance économique et la perte de l'autonomie politique et sociale des sociétés traditionnelles de la région. Cette perte d'autonomie est directement reliée à la qualité de vie de ces sociétés et met en marche différents mécanismes de changement qui indirectement amènent à l'appauvrissement absolu des peuples de la forêt.

CONCLUSION

A l'issue de notre réflexion, plusieurs constatations s'imposent. Nous venons en fait d'examiner une longue série de transformations qui ont défiguré l'espace amazonien. L'incorporation de cette vaste étendue au sein de l'ordre capitaliste a non seulement contribué à renforcer les rapports de domination et de dépendance entre le Brésil et les pays industrialisés, mais elle a également affecté les peuples indigènes à tous les niveaux de leur vie. Ils sont présentement obligés d'assumer de nouvelles attitudes et de penser à des stratégies de survie qui les éloignent rapidement de leur parcours traditionnel.

L'examen des grands projets de développement en Amazonie nous a permis de saisir toute la signification et l'importance de l'action "civilisatrice" du capitalisme. Les impacts de son expansion se faufilent dans le tissu socio-culturel de tous les peuples de la forêt. Les nations indigènes n'ont jamais été préparées à subir le choc de la mise en valeur de l'Amazonie et encore moins celui des enjeux économiques et politiques dont elle est présentement le théâtre.

Les Indiens sont massacrés, exploités et marginalisés. Des limites sont tracées sur leurs terres par des routes qui entraînent plusieurs effets néfastes tels que les maladies et d'autres problèmes qu'ils ne connaissaient par avant cette intrusion.

En fait, ils sont exterminés par les grands projets, les firmes multinationales et les envahisseurs qui leur volent leur vie, s'accaparent de leurs terres et les expulsent en mettant fin à leur culture et leurs traditions.

Il est vrai que le Brésil dispose d'atouts sérieux -sa taille, sa puissance industrielle, ses ressources naturelles-, cependant le bilan des années de développement et de modernisation est lourd. Le "Miracle" brésilien est loin. Le peuple croule sous le poids de l'énorme dette extérieure. En fait, le Brésil n'a tout simplement pas su préserver les intérêts nationaux du pays.

En faisant le choix d'implanter un chantier de grands projets au coeur de l'Amazonie, l'Etat brésilien a signé la destruction et le démantèlement de ses populations autochtones. Non seulement il s'est engagé à vider l'Amazonie des indigènes, mais il s'est également engagé à détruire la forêt d'où ils sont issus. Pour reprendre les paroles de L. Protásio: "L'Amazonie nous appartiendra seulement quand elle ne sera peuplée que par des Brésiliens convaincus et non pas des Amérindiens, qui n'ont aucune nationalité. (dans Dal Maso 1990:33)

C'est ainsi que le pays est en train de démanteler le territoire et les racines autochtones de l'Amazonie. C'est ainsi qu'au lieu de défendre et de protéger les terres autochtones, la FUNAI et l'Etat brésilien lancent un projet de transformation de l'espace traditionnel au nom de la mise en valeur économique et énergétique de l'Amazonie. Cette transformation se réalise complètement par le passage rapide des communautés indigènes, de leur culture et de leurs traditions, au monde moderne et civilisé.

Si nous revenons à notre questionnement de départ, soit **la mise en valeur de l'Amazonie doit-elle inévitablement reposer sur une redéfinition de l'espace amazonien pour répondre aux exigences d'expansion du système capitaliste?** Nous croyons que la réponse apparaît facilement à partir de l'analyse que nous venons de faire sur l'expérience brésilienne.

Le survol que nous avons fait des trois grands projets de développement en Amazonie -Calha Norte, Polonoroeste et Grand Carajas- permet d'affirmer qu'effectivement l'Amazonie se transforme aux rythmes de l'exploitation minière, des programmes de colonisation et de sécurité nationale, en plus des plans de déforestation. Comment pourrait-il en être autrement? Le système capitaliste a essentiellement besoin de nouveaux territoires pour s'étendre et se reproduire. L'Amazonie n'était-elle pas l'emplacement rêvé pour étendre la société nationale et le système capitaliste?

Nous avons émis, au début de notre réflexion, l'hypothèse selon laquelle, **l'ordre traditionnel autochtone fait obstacle au potentiel de croissance économique de l'Amazonie**, et donc que, **son renversement est essentiel dans l'optique d'une expansion du système capitaliste**. D'où l'importance d'une redéfinition de l'espace amazonien.

Comment faire autrement que de constater que, par leur simple présence sur le sol amazonien, les autochtones font effectivement obstacle au potentiel de croissance de la région. Nous remarquons cependant que cette affirmation ne s'avère vraie que de par les préjugés qui se forment à propos des peuples indigènes. Ils sont vus comme des êtres inaptes

à s'auto-définir et à s'auto-gérer. Donc effectivement une généralisation hâtive se façonne autour de la nécessité de renverser l'ordre traditionnel et d'intégrer les Indiens à la communauté nationale.

Il faut cependant noter que selon la perspective autochtone certains aspects de la société industrielle capitaliste sont effectivement écrasants et accablants. Le plus évident se caractérise évidemment par la tendance capitaliste à toujours chercher à s'accaparer, à n'importe quel prix, des ressources naturelles de la terre. Donc en d'autres mots, elle rejette les fondements mêmes du système capitaliste mondial. On comprend aisément pourquoi la dualité se crée entre les deux systèmes...

Comme le dit si bien Goehring (1993:57): "Many Indigenous Peoples have moved from the Stone Age to the atomic age and beyond within the span of a single human lifetime. [...] There are Indigenous People alive today who can both craft stone tools and operate a facsimile machine."

Le 'réveil' n'a pas été facile, cependant les populations indigènes de l'Amazonie doivent non seulement s'adapter à la société nationale, mais elles doivent trouver des voies par lesquelles elles peuvent s'assurer que la société dominante s'ajuste également à leur présence.

Les populations autochtones commencent, petit à petit, à établir des réseaux de solidarité et à se mobiliser. Elles expriment leurs préoccupations. Au nom de la justice, elles

revendiquent de façon organisée et efficace certains droits qui leurs sont inhérents. De plus en plus, la société doit être attentive. En effet, plusieurs Autochtones éduqués et articulés ont su combler l'écart entre les deux mondes qui les séparent et présentent des arguments raisonnés quant à la place qu'ils doivent occuper au sein de l'organisation sociale du pays.

Les sociétés traditionnelles de l'Amazonie deviennent de plus en plus fortes. Elles ont su gagner la sympathie de l'opinion publique internationale et revendiquent leur droit d'exister. En fait, le point de départ de leurs revendications ne doit-il pas nécessairement passer par leur survie? L'extermination des Indiens signifie automatiquement la fin de leurs requêtes.

Dans la mesure où l'Amazonie est en présence de peuples sédentaires, la revendication sur la terre devient très explicite, voir même cruciale. Comme l'explique Lecaillon (1989), la terre bien qu'elle fasse l'objet de revendications économiques, elle est d'abord et avant tout au coeur d'une exigence d'ordre culturel et spirituel.

Le discours relatif à la terre, implique une autre revendication tout aussi importante, l'auto-gestion des ressources. Si, sous prétexte de développement économique ou de sécurité nationale, toutes sortes de décisions peuvent être imposées, les autochtones sont alors laissés seuls devant l'intrusion et l'agression, et ne peuvent aucunement protéger leurs terres, faute de pouvoir et de contrôle. Seules l'auto-gestion et l'auto-détermination peuvent assurer la continuité de l'imaginaire traditionnel autochtone.

Au Brésil, l'Union des Nations Indigènes (UNI) revendique la libre auto-détermination et «l'autonomie» des nations indiennes (Lecaillon 1989). Les populations autochtones de l'Amazonie demandent le droit de s'auto-déterminer politiquement comme un peuple distinct. Elles veulent pouvoir s'organiser afin de pouvoir préserver leur culture et leurs traditions.

Les populations autochtones de l'Amazonie déclarent clairement qu'elles sont les mieux placées pour défendre leurs propres intérêts. Elles sont toutes solidaires et combattent, côte à côte, pour que leurs voix et leurs revendications soient entendues. Elles se battent également pour une vision différente de ce que le développement peut signifier et impliquer.

Notre réflexion nous a permis de prendre conscience de ce que peut impliquer les questions de développement, surtout lorsqu'entre en jeu la possibilité d'anéantissement des populations traditionnelles autochtones. Pourtant la réflexion doit être poussée plus loin, dans les prémisses d'une étude beaucoup plus approfondie et exhaustive. Il reste encore plusieurs questions auxquelles nous ne pouvons toujours pas répondre. On ne peut conclure cette réflexion qu'en s'interrogeant sur le sort qui sera réservé aux populations autochtones de l'Amazonie dans les années à suivre...

BIBLIOGRAPHIE

AGENCE CANADIENNE DE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI)

juin 1991 *Le développement durable*, Hull.

AMIN, Samir

1988 *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Paris, Anthropos.

1985 *La déconnexion*, Paris, La Découverte.

1972 "Le modèle théorique d'accumulation", *Revue Tiers-Monde*, no.52, pp. 703-726.

Amnesty International

1988a) *Brazil Briefing*, New York.

Sept.1988b) *Brazil Authorized Violence in Rural Areas*, London.

Nov. 1988c) *Brazil Cases of Killing and Ill-treatment of Indigenous People*, London.

Aug. 1988d) *Brazil Killing of Members of the Truke and Atikum Indigenous Communities in Pernambuco State*, London.

Apr. 1992 *Brazil Human Rights Violations Against Indigenous Peoples*, London.

ARRAES, Miguel

1972 *Brazil; The People and the Power*, London, Penguin Books.

BODLEY, John

1988 *Tribal Peoples and Development Issues; A Global Overview*, Mountain View, Mayfield Publishing Company.

BRANFORD, Sue et GLOCK, Oriel

1985 *The Last Frontier; Fighting over Land in the Amazon*, London, Zed Books.

BROMLEY, Rosemary et BROMLEY, Ray

1988 *South American Development; A Geographical Introduction*,
New York, Cambridge University Press.

BRUNELLI, Gilio

1992 "Les peuples autochtones des Amériques", *Relations*, avril,
pp.85-91.

1990 "Etrangers sur leurs terres: Amérindiens et développement en
Amazonie brésilienne", *Recherches amérindiennes au Québec*, XX:2,
pp. 51-86.

1987 "Le développement contre les Indiens", *Canadian Journal of Latin
American and Caribbean Studies*, vol.12, no.23, pp.115-119.

BURGER, Julian

1987 *Report from the Frontier; the State of the World's Indigenous Peoples*,
London, Zed Books.

CARDOSO, Fernando H.

1969 *Sociologie du développement en Amérique Latine*, Paris, Anthropos.

CARDOSO, F.H. et FALETTO, E.

1978 *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, P.U.F.

CARRIER, Hervé

1992 *Lexique de la culture, pour l'analyse culturelle et l'inculturation*,
Tournai, Desclee.

CENTRE EUROPE-TIERS MONDE (CETIM)

1990 *La sève et la colère; forêts en péril: du constat aux résistances*,
Genève, Edition du CETIM.

CHAPELLE, Richard

1982 *Le cri des Indiens; l'agonie d'un peuple*, Paris, Flammarion.

CHESNEAUX, Jean

1989 *Modernité-Monde*, Paris, La Découverte.

COMMISSION FRANCAISE JUSTICE ET PAIX

1990 *Les 100 mots du développement et du tiers-monde*, Paris, La Découverte.

COMMISSION SUD

1990 *Rapport: Défi au Sud*, Paris, Economica.

COON, Stephen

1983 *Inside Brazilian Indian Law; A comparative Perspective*, Anchorage, University of Alaska.

COPANS, Jean

1975 *Anthropologie et Impérialisme*, Paris, Maspero.

COWELL, Andrian

1990 *The Decade of Destruction*, New York, Henry Holt and Company.

CENTRE DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

1993 *Questions, débats et initiatives canadiennes*, Ottawa.

CREDAL

1990 *Le Brésil à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL.

DAL MASO, Mansueta

1990 "Le Rondônia: croissance, production et dépendance", *Recherches Amérindiennes au Québec*, Vol. XX, no.2, pp.21-35.

DAVIS, Shelton H.

1977 *Victims of the Miracle*, Cambridge, Cambridge University Press.

1988 *Land Rights and Indigenous Peoples*, Cambridge, Cultural Survival.

DeONIS, Juan

1992 *The Green Cathedral; Sustainable Development of Amazonia*, Oxford, Oxford University Press.

DUMONT, René et MOTTIN, Marie-France

1981 *Le mal développement en Amérique latine*, Paris, Seuil.

DWYER, Augusta

1990 *Into the Amazon, the Struggle for the Rain Forest*, Toronto, Key Porter Books.

ELGIN, Jean et THERY, Hervé

1982 *Le pillage de l'Amazonie*, Paris, Maspero.

FAUCHER, Philippe

1981 *Le Brésil des militaires*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

FURTADO, Celso

1987 *Le Brésil après le miracle*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.

GARTRELL, Beverly

1986 "Colonialism and the Fourth World", *Culture*, VI no.1, pp. 3-17

GAZETA MERCANTIL

1993 «Le Brésil pour un marché commun continental», *Courrier International*, le 24 juin.

GOEHRING, Brian

1993 *Indigenous Peoples of the World; An Introduction to Their Past Present and Future*, Saskatoon, Purich Publishing.

GEORGE, Susan

1992 *L'effet boomrang; choc en retour de la dette du Tiers-Monde*, Paris La Découverte.

1988 *Jusqu'au coup; enquête sur la dette du Tiers-Monde*, Paris, La Découverte.

GOODLAND, R.J.A. et IRWIN, H.S.

1975 *Amazon Jungle; Green Hell to Red Desert?*, Amsterdam, Elsevier Scientific Publishing Compagy.

GOODMAN, David et HALL, Anthony

1990 *The Future of Amazonia*, London, Macmillan Press.

HADJAR, Kofi Buenor

1992 *Dictionnary of Third-World Terms*, London, I.B. Tauris & Co.

HAVILAND, William

1990 *Cultural Anthropology*, Orlando, Holt, Rinehart and Winston Inc.

HEBETTE, Jean

1990 "Le programme Grand Carajás: un déficit pour les communautés amérindiennes et paysannes de l'Amazonie orientale", *Recherches Amérindiennes au Québec*, XX:2, pp. 37-50

- HECHT, Susanna, et COCKBURN, Alexander**
1989 *The Fate of the Forest*, London, Verso.
- HOOGVELT, Ankie**
1982 *The Third World in Global Development*, London, MacMillan.
- IKONICOFF, Moises**
1972 "Sous-développement Tiers Monde ou capitalisme périphérique",
Revue Tiers-Monde, no.52, pp. 691-696.
- INTROIA, Mario**
1992 *Brésil Amazonie; "Terre d'espoir"*, Avignon, A. Barthélémy.
- JACQUEMOT, Pierre et RAFFINOT, Marc**
1985 *Accumulation et développement*, Paris, L'Harmattan.
- JOURDAN, Christine**
1993 "Mondialisation; mais non homogénéisation", *Culture*, XIII, no.1.
pp.55-56.
- LATOUCHE, Serge**
1991 *La planète des naufragés*, Paris, La Découverte.

1989 *L'Occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte.
- LECAILLON, Jean-François**
1989 *Résistances indiennes en Amériques*, Paris, L'Harmattan.
- LECLERC, Gérard**
1972 *Anthropologie et colonialisme*, Paris, Fayard.
- MacDONALD, Neil**
1991 *Brazil; A Mask Called Progress*, Oxford, Oxfam.
- MARGOLIS, Mac**
1992 *The Lost New World, The Conquest of the Amazon Frontier*,
New York, W.W. Norton & Company.
- MOREAU, Emilio**
1983 *The Dilemma of Amazonian Development*, Boulder, West View Press.

- MONBIOT, George**
1991 *Amazon Watershed*, London, Michael Joseph.
- NARBY, Jeremy**
1990 *Amazonie, l'espoir est indien*, Paris, Favre.
- NASH, Nathaniel**
1993 "Amérique latine; le retour en fanfare des investisseurs étrangers", *Courrier International*, 22 avril.
- NEWHOUSE, David**
1993 "Un partage garant d'autonomie", *Rapport de la table ronde nationale sur le développement économique et des ressources*, Commission Royale sur les peuples autochtones, Ottawa, Groupe Communication Canada.
- PEBAYLE, Raymond**
1992 *Le Brésil*, Paris, PUF.
- PEIXOTO, Antonio Carlos**
1977 "La théorie de la dépendance", *Revue française de science politique*, no.4-5, pp. 601-629.
- REICHLLEN, Félix**
1987 *Les Amérindiens et leur extermination délibérée*, Paris, Favre.
- RHODES, Robert**
1970 *Imperialism and Underdevelopment*, New York, Monthly Review Press.
- SCHNEIDER, Aaron**
1989 *Deforestation and "Development" in Canada and the Tropics*, Sydney, Centre for International Studies .
- SCHULTZ, Emily et LAVENDA, Robert**
1990 *Cultural Anthropology*, New York, West Publishing Company.
- SCHWADE, Egydio**
1990 "Le prix des grands projets en Amazonie: l'extermination des Waimiris-Atroaris", *Recherches amérindiennes du Québec*, XX:2, pp. 5-20

STRAHM, Rudolf

1986 *Pourquoi sont-ils si pauvres?*, Boudry, La Baconière.

TARDIEU, Vincent

1992 *Forêts des hommes; tropiques saccagés ou sauvés?*, Paris, Editions Robert Lafont.

TREECE, Dave

1987 *Bound in Misery and Iron*, London, Cultural International.

UNITED NATIONS

1993 *Common Treads: Indigenous Peoples and the Modern World*, Geneva.

Populations Autochtones, l'Année Internationale 1993, New York.

UCHENDU, Victor

1980 "Dependency and the Development Process: An Introduction",
Journal of Asian and African Studies, XIV, no.1-2, pp. 3-15.

UZTARROZ, Ricardo et SEVILLA, J.J.

1990 *Amazonie*, Paris, Autrement.

VARGAS LLOSA, Mario

1993 "Vargas Llosa; éloge de la nouvelle gauche latino-américaine",
Courrier International, le 6 mai.

VERHELST, Thierry

1987 *Des racines pour vivre*, Paris, Duculot.

VESILIND, Pritt

1987 "Brazil; Moment of Promises and Pain", *National Geographic*,
vol.177, no.3, pp. 349-384

WILMER, Franke

1993 *The Indigenous Voice in World Politics*, London, Sage Publications.

WORLD BANK

1993 *Indigenous Views of Land and the Environment*, Washington.

WORLD COMMISSION ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT

1987 *Our Common Future*, Oxford, Oxford University Press.

ZANTMAN, Alain

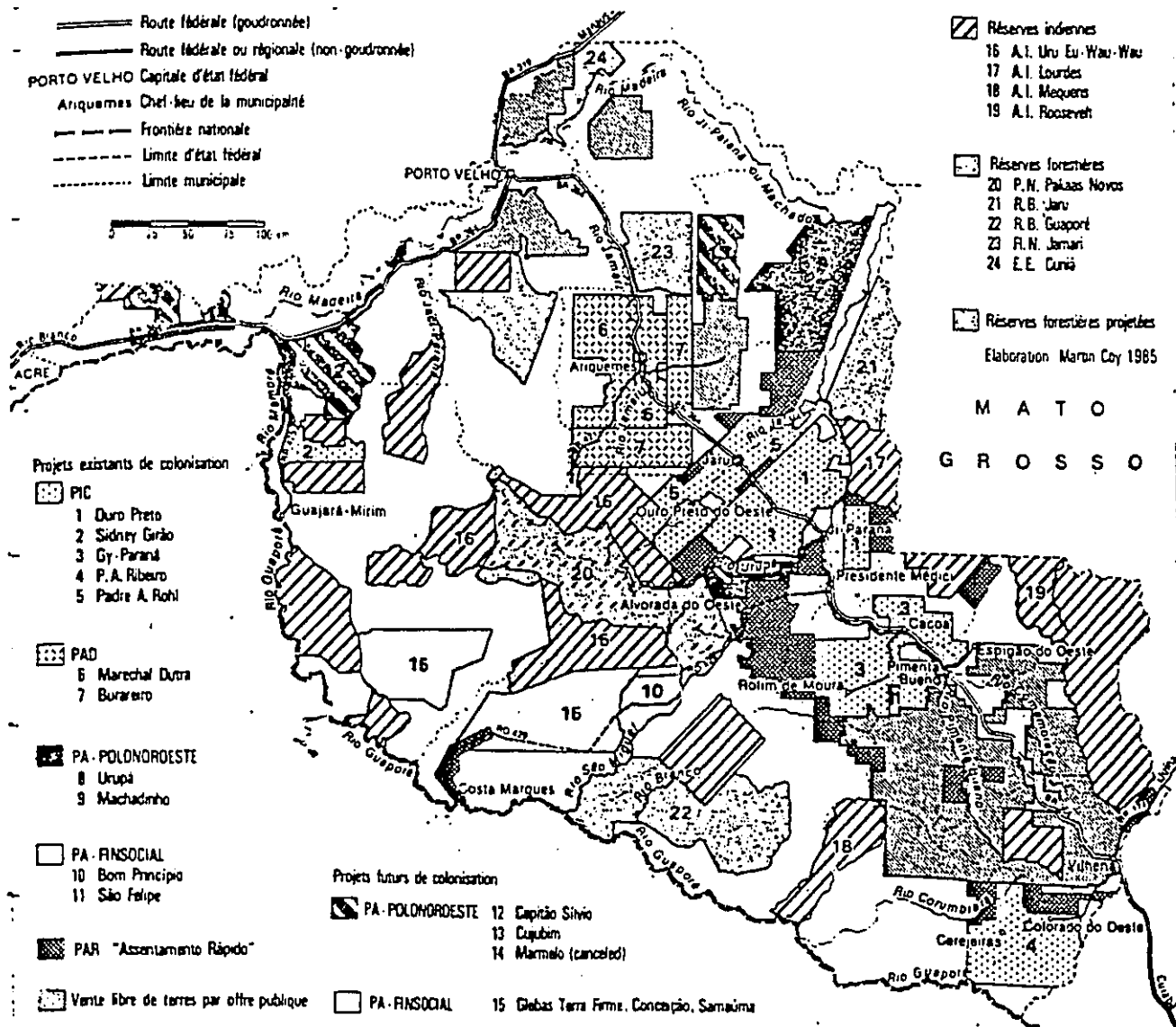
1990 *Le Tiers-monde; les stratégies de développement à l'épreuve des faits...*, Paris, Hatier.

ANNEXE 1

Carte géographique du Brésil



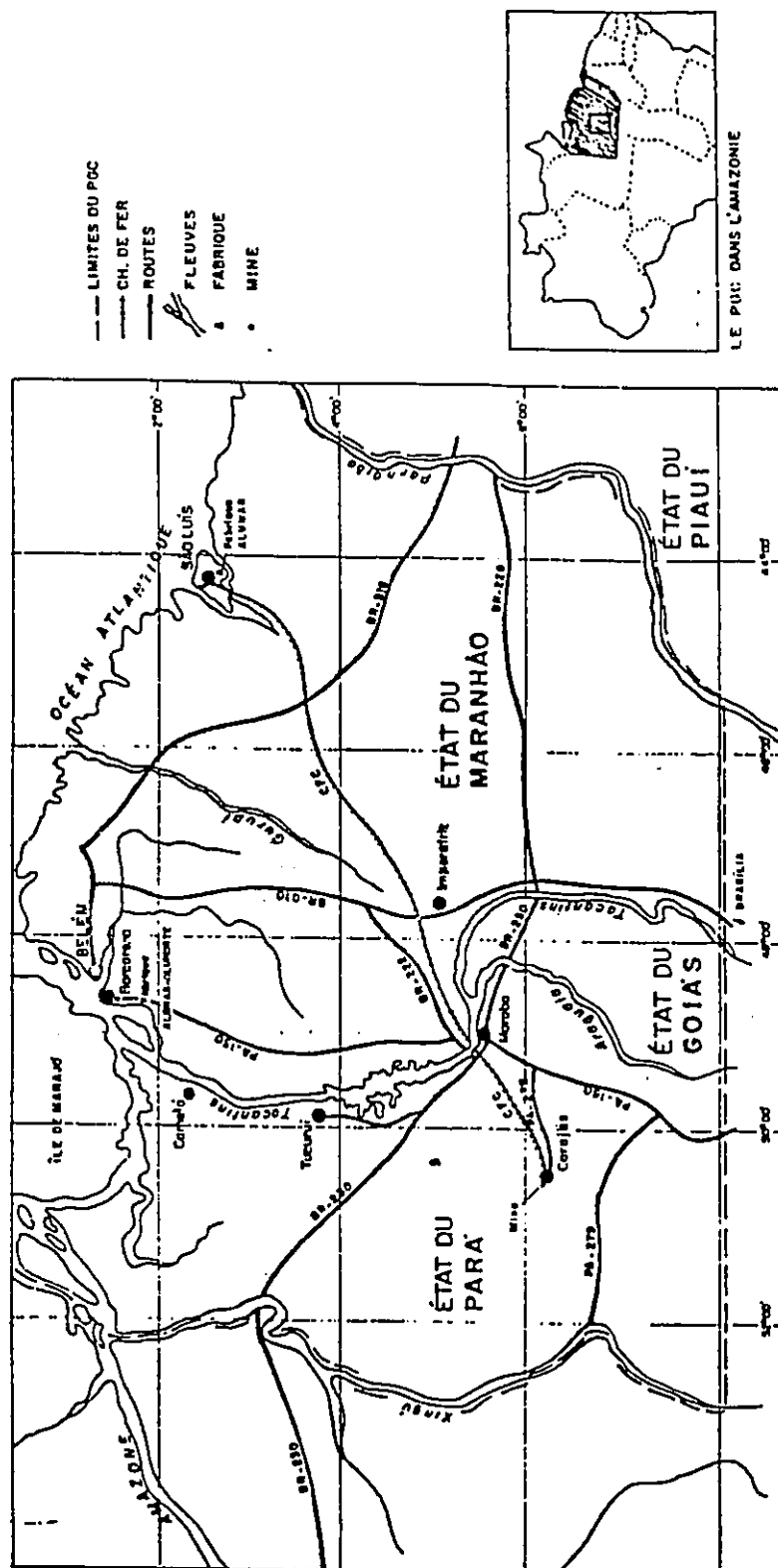
ANNEXE 3 **Programme Polonoroeste**



Source: Dal Maso 1990: 21

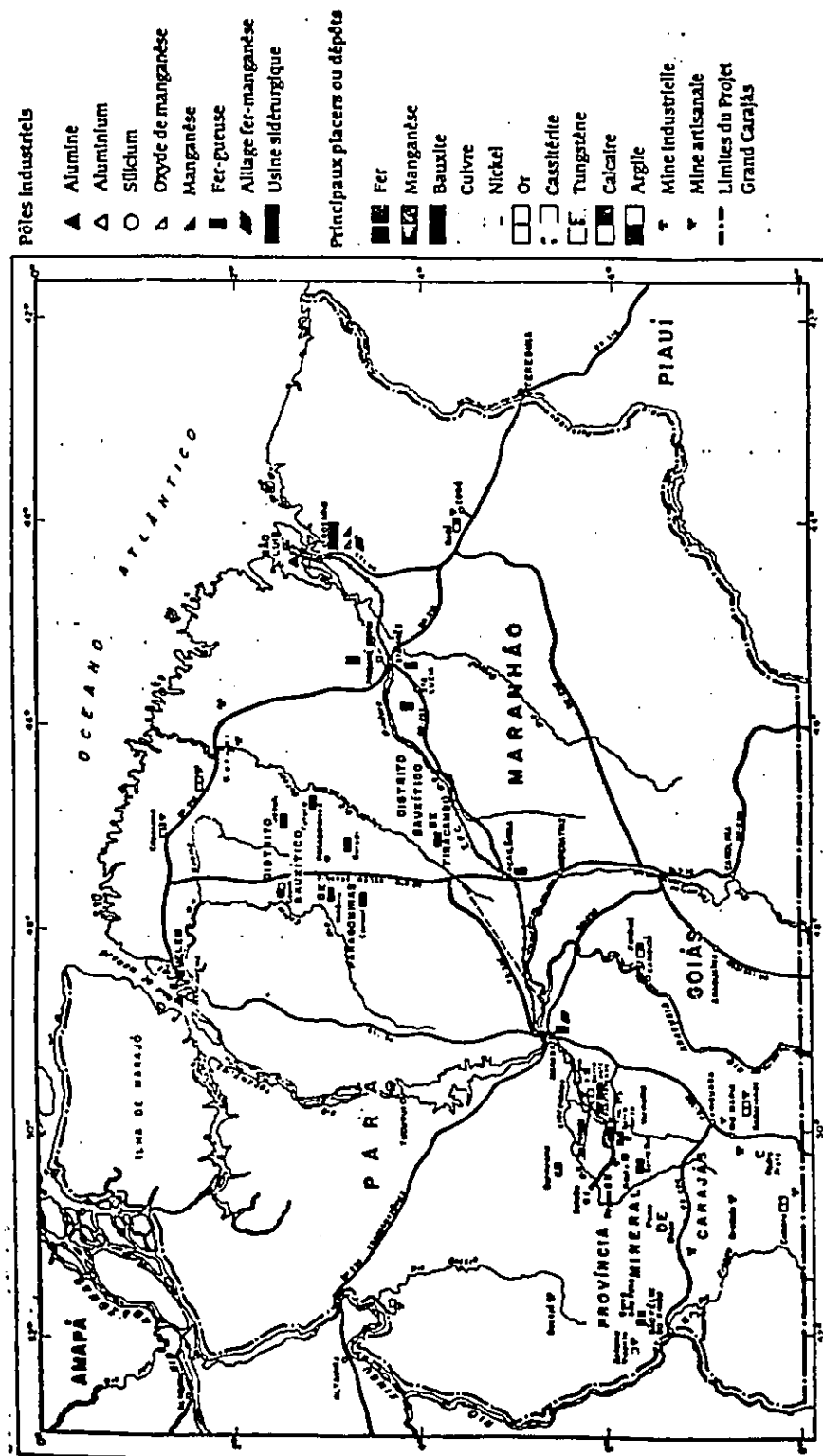
ANNEXE 4

Programme Grand Carajás (général)



Source: Hébertte 1990:38

ANNEXE 5 Programme Grand Carajás (spécifique)



Source: Dal Maso 1990:25

ANNEXE 6

Peuples autochtones affectés par projets

Source: Brunelli 1990, pp. 63-69-74.

Peuple amérindien	Famille linguistique	Population
AMANAYÉ	Tupi-Guarani	7
APALAI	Karib	10
ARAPASO	Tukano	258
ARARA (de l'Amazonas)	Aruak	7
ATROARI	Karib	350
AWAKÉ	xxx	17
BANIWA	Aruak	4 197
BARÁ	Tukano	43
BARÉ	Aruak	7
DESANA	Tukano	960
GALIBI	Karib	37
HIXKARIANA	Karib	308
INGARIKO	Karib	459
JURITI	Tukano	35
KARAPANÁ	Tukano	49
KARIPUNA (de l'Amapá)	Tupi-Guarani	672
KAXUYANA	Karib	134
KOBWA	Tukano	150
KORAMA	Tupi-Guarani	411
KURIPAKO	Aruak	340
MAKU-BARA	Maku	7
MAKU-GUARIBA	Maku	1 431
MAKU-HUPDA	Maku	7
MAKU-KAMA	Maku	7
MAKU-NADEB	Maku	7
MAKU-YAHUP	Maku	7
MAKUXI	Karib	15 287
MANDAWAKA	Aruak	24
MARAJOA	xxx	7
MARWORO	Karib	860
MAYORUNA	Pano	609
MIRANHA	Bora	457
MIRITI	Tukano	77
OMAGUA	Tupi-Guarani	240
PALIKUR	Aruak	561
PATO-TAPUIA	Aruak	135
SURYANA	Tukano	10
TARUANA	Karib	1 586
TAULIPANG	Karib	220
TIKUNA	Tikuna	18 000
TIRYO	Karib	329
TUYUKA	Tukano	2 631
TUYUKA	Tukano	465
WAIKHARA	Tukano	618
WAIMIRI	Karib	7
WAIWAI	Karib	922
WANANA	Tukano	555
WAPIXANA	Aruak	5 122
WAREKENA	Aruak	338
WARIKIANA	Karib	300
WAYAMPI	Tupi-Guarani	291
WAYANA	Karib	150
WITOTO	Witoto	261
YABAANA	Aruak	7
YANOMAMI	Yanomami	9 000
YERWANA	Karib	200
YEPÁ-MAXSÁ	Tukano	55

Des Amérindiens n'ayant jamais eu de contacts pacifiques avec la société occidentale ont aussi été signalés dans les régions des rivières Curuá, Jatapu, Mapuera et Paru do Oeste.

Peuples amérindiens affectés par le Polonoroeste

Peuple amérindien	Famille linguistique	Population
AIKANA	Aikana	7
AJURU	Tupari	40
APIAKÁ	Tupi-Guarani	65
ARARA (du Rondônia)	Ramarama	92
ARARA do Belizão	xxx	7
ARUKAPU	Arakapú	7
ARUA	Mondé	7
BAKAIRI	Karib	448
BORORO	Bororo	752
CINTA LARGA	Mondé	953
ENAWENÉ-NAWÉ	Aruak	54
GAVIÃO (du Rondônia)	Mondé	220
IRANTXE	Iranxe	161
ITOGAPUK	Ramarama	95
JABUTI	Jabuti	41
KANOÉ	Kanoé	23
KARIPUNA (du Rondônia)	Pano	6
KARITIANA	Arikem	109
KAXARARU	Pano	110
KAYABI	Tupi-Guarani	620
KUJUBUM	Txapakura	50
LATUNDÉ	Nambikwara	7
MAKURAP	Tupari	215
MASSAKÁ	Massaká	60
MEKEM	Mondé	50
MYNKY	Iranxe	34
NAMBIIWARA	Nambikwara	658
PAKAA NOVA	Txapakura	1 147
PARECI	Aruak	631
RIKBAKTSA	Rikbakusa	466
SABANE	Nambikwara	95
SAKIRABIAIR	Tupari	7
SANAMAÍKA	Mondé	7
SURUJ	Mondé	340
UMUTIMA	Bororo	160
URUE-WAU-WAU	Tupi-Guarani	200
URU-PA-IN	Txapakura	150
TENHARIM	Tupi-Guarani	250
TUPARI	Tupari	56
ZORO	Mondé	212

A ces peuples il faut ajouter d'autres groupes indigènes qui n'ont pas de contacts pacifiques avec la société occidentale ou qui ont été dispersés par la violence de l'impact du contact.

Réserves amérindiennes affectées par le Projeto Grande Carajás

Réserve	C.V.R.D. FUNAI en 1982	ajoutées en 1985	réclamées en 1987*
Alto Rio Guamá			X
Alto Turiaçu	X		
Amanayés			X
Anambé			X
Apinayé			
Aritibola	X		
Araweté/Igarapé Ipixluna	X		
Awá-Gurupi			X
Bacajá			X
Bacurizinho	X		
Caná Brava			X
Carú	X		
Careté	X		
Geraldo Toco Preto			X
Governador	X		
F.A. Guajá**	X		
Kandé			X
Kayapó			X
Koalinemo			X
Kraolândia			X
Krikati	X		
Lagoa Comprida			X
Mãe Maria	X		
Morro Branco	X		
Parakaná	X		
F.A. Parakaná**			X
Porquinhos	X		
Rio Findaré			X
Rodeador	X		
Sororó			X
Tembé			X
Trocará			X
Urucu-Jurua			X
Xambioa			X
Xingu-Bacajá			X

* Cf. entre autres, Treese 1987.

** Certains auteurs, dont Treese 1987, ne calculent pas les foyers d'attraction (F.A.) dans le total des territoires amérindiens.